

EN PAGE 12 la suite de notre enquête «Espagne : bouleversements et réforme» Avec les
 «asociaciones de Vecinos» de Madrid : **PAIN ET LIBERTÉ !**

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**SAMEDI 18
DIMANCHE 19 DECEMBRE**
 N° 330 1,50 F
 Belgique : 15 FB
 Commission Paritaire : 56942

**APRES
LES RATIONNEMENTS
DE VIANDE**
**Hausse
des prix
en URSS**
 voir p. 8

CONFÉRENCE DE PRESSE DE SÉGUY

**«Nous lancerons
des actions d'ampleur
en janvier...»**

**POUR ÊTRE
EN POSITION
FAVORABLE
EN MARS !**

Lors d'une conférence de presse à laquelle participaient les dirigeants des fédérations CGT des mineurs, des cheminots, de l'EDF et des fonctionnaires, Séguéy a annoncé que des actions de grande ampleur seraient lancées dès le début du mois de janvier dans le secteur public, ajoutant qu'il était «possible de promouvoir un puissant mouvement coordonné de l'ensemble des travailleurs» du secteur nationalisé.

La confédération révisionniste serait-elle décidée à engager sérieusement une offensive d'ensemble durable contre le plan Barre ? Que non ! En fait, les raisons de cette décision si multiples qu'elles soient, visent à tout autre but.

Séguéy d'ailleurs est explicite là-dessus :

«Il est faux d'affirmer, comme le font certains, que la CGT contiendrait l'action revendicative pour ne pas compromettre le succès de la gauche aux futures échéances électorales. Nous sommes décidés à battre en brèche toutes les offensives anti-sociales, élections ou pas ?»

En clair, il s'agit d'une position défensive, de faiblesse : les dirigeants révisionnistes de la CGT se voient en fait contraints de faire un minimum face au mécontentement profond des travailleurs et notamment de ceux du secteur public, du fait du blocage de leur salaire, que veut leur imposer Barre. Ce mécontentement, cette volonté de passer à l'action contre le plan d'austérité du gouver-

nement Giscard-Barre, de ne pas se contenter des sempiternelles journées d'action bien incapables à elles seules de faire reculer la bourgeoisie, on l'a vu, pour ne citer que cet exemple, lors des quarante-huit heures de grève de l'EDF-GDF quand les manifestants scandaient «Contre le plan Barre, n'attendons pas 78», «Union, action pour les revendications», mots d'ordre repris par des cortèges entiers, tant CGT que CFDT. Et aujourd'hui, les travailleurs de l'EDF de Caen continuent la lutte.

En fait, la confédération CGT craint par dessus tout une perte d'influence ! Car enfin, Séguéy a beau parler haut et fort de riposte au plan Barre, qu'a donc fait sa confédération depuis des mois pour coordonner les luttes ? C'est à leur isolement qu'elle a travaillé

suite p. 5

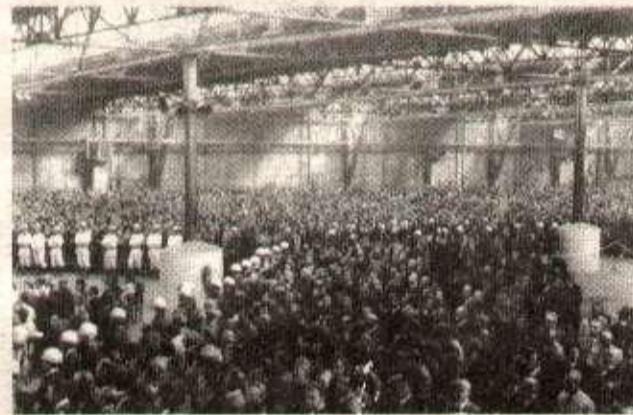
AVANT LA CONVENTION NATIONALE DU PS

Municipales :
Contradictions à gauche

voir p. 3

MERLEBACH

LE 28^{EME} MORT DEPUIS LE DEBUT DE L'ANNEE



Les Houillères ont encore tué hier, à Merlebach, un mineur de trente-quatre ans. C'est le 28^e mort depuis le début de l'année dans le Bassin Lorrain. Il a eu le crâne fracassé par une pièce métallique qui s'est détachée. La responsabilité des Houillères ne fait aucun doute.

Encore une fois, les exploités nous parleront du «dur et beau métier de la mine», de l'enchaînement complexe des événements qui ont conduit à ce «malheureux accident». Ils répéteront ce qu'ils ont dit après la mort des seize camarades de Merlebach au puits n° 5. Mais depuis rien n'a changé, on continue à mourir dans la mine. Malgré leurs discours, les patrons des Houillères, le gouvernement poussent toujours plus au rendement, au mépris de la sécurité.

Mercredi dernier, Giscard a invité des orphelins de Merlebach au sapin de Noël de l'Élysée. Lui que la colère des mineurs désigne comme un des responsables de la mort de leurs camarades, a voulu montrer sa bienveillance en offrant un cadeau aux orphelins. Avec Stoléru, une semaine auparavant, il s'était affiché à la semaine du travail manuel, décorant les «meilleurs ouvriers de France». Il lui faut à tout prix se disculper, enlever ce masque d'exploiteur qui lui colle au visage. Discours, parades publicitaires, sourires, tout est bon. La mort qui vient encore de frapper à Merlebach hier souligne dramatiquement tout ce que cette mise en scène a d'odieuse.

Les 28 mineurs assassinés à Merlebach en 1976 seront vengés.

NOUVELLES LOIS SUR L'ADOPTION

Kid- napping légal

voir p. 6

● **Caisses d'Épargne : ne pas
laisser de revendications
sous la table !**

voir p. 4

OPEP

Un pétrole de tarif différent

Les ministres de l'organisation des pays exportateurs de pétrole, réunis à Qatar, ne sont finalement pas parvenus à décider d'une augmentation unique du prix du pétrole. L'Arabie Saoudite avait, dès le début de la conférence, pris ouvertement position pour un gel des prix, tandis que d'autres pays militaient en faveur d'une augmentation assez élevée, justifiée en tout état de cause par les pertes subies du fait de la détérioration des termes de l'échange.

Hier, on apprenait que l'Arabie Saoudite décidait en fin de compte unilatéralement de limiter son augmentation à 5 %, tandis que les autres pays de l'OPEP (à l'exclusion des Emirats Arabes Unis, très liés à l'Arabie Saoudite), tranchaient en faveur d'une augmentation de 10 % au 1^{er} janvier, suivie d'une autre, de 5 %, au premier juillet. Cette première brèche ouverte dans la solidarité d'un des piliers du Tiers-Monde pourra-t-elle être comblée ?

URSS-CHILI

Boukovski échangé contre Corvalan ?

Selon des informations diffusées par Sakharov, Boukovski, prisonnier dans un asile soviétique prendrait l'avion aujourd'hui pour la Suisse, en échange de la libération de Corvalan secrétaire du parti révisionniste chilien interné dans le bague de Dawson depuis le coup d'Etat de Pinochet. La mère de Boukovski en aurait été officiellement avertie au début de la semaine.

En acceptant le marché proposé par Pinochet, les Soviétiques accompliraient un geste d'autant plus ignoble que Corvalan a refusé cette tractation sorde pour sa libération.

la télévision à l'heure de giscard

Par Jean Pierre BOULOGNE



LES TRAVAILLEURS FACE AU PETIT ÉCRAN

Entrons dans une cité HLM à 20 h, à l'heure du journal télévisé. La lumière bleuâtre du petit écran luit dans presque tous les appartements. Le poste de télévision est devenu partie intégrante du cadre de vie de nombreux travailleurs français. Mise en place par le capitalisme dans les années 60, la diffusion massive de la télévision n'est qu'un élément d'un système d'ensemble.

En parquant les travailleurs dans de vastes cités éloignées de leur lieu de

travail, en augmentant le temps de transport, la bourgeoisie a accru les fatigues et les difficultés de la vie quotidienne. De plus, elle a brisé toutes les formes de loisirs collectifs (bals, veillées, etc.) qui subsistaient encore au début de ce siècle. Le prix de plus en plus élevé des places de théâtre, de cinéma, de music-hall, la disparition progressive des salles de quartier qui ont cédé la place à de luxueux complexes «multi-salles» situés au centre des villes ont éloigné les travailleurs des loisirs traditionnels.

LA TÉLÉ, FAUTE DE MIEUX

Un grand magasin d'électro-ménager, dans la région parisienne. Le samedi, c'est l'affluence de nombreux travailleurs venus acheter ou se renseigner sur les cuisinières, les réfrigérateurs, et les téléviseurs. D'autant plus que l'époque des fêtes de Noël approche «et pourtant, nous dit un jeune vendeur, cette année, ça marche beaucoup moins bien que l'année dernière. Il n'y a que les télé couleur qui ne marchent pas trop mal, mais il faut voir qui vient acheter ça; c'est pas des ouvriers!». Une jeune postière nous dit: «Cette année, je voulais acheter une télévision pour Noël à mon mari.

Mais il est au chômage depuis septembre dernier, alors c'est pas avec ma paye que je pourrai nous offrir un poste».

Michel, lui, a une quarantaine d'années. Il est venu pour se renseigner avec sa femme, qui travaille comme lui en usine. «Ça fait dix ans qu'on a la télé. On l'a achetée surtout pour les mêmes. Leurs copains, à l'école, ils leur en parlaient souvent, alors, ils nous la réclamaient...» «Et puis ajoute sa femme, dans la banlieue où on habite, il n'y a pas un cinéma, pas un théâtre, rien. Si on veut se distraire, il faut monter à Paris. Après une journée de boulot, on est crevés, et avec les enfants, c'est pas possible». «Cette année, reprend son mari, on aurait aimé se payer la télévision en couleur. Quelques voisins l'ont, ils en sont très contents. Mais c'est très cher. Près de 4 000 F le poste, ils exagèrent!»

Il est algérien, ouvrier dans le bâtiment. Il a l'intention d'acheter une télévision: «J'aurais voulu essayer à crédit, mais j'ai fait mes comptes. Tu payes beaucoup plus que le prix normal. Alors je fais des économies. Enfin j'essaye! De toutes façons je ne me fais pas beaucoup d'illusions, la télé, il y a quelques fois du bon, mais surtout beaucoup de mauvais. Mais, c'est la seule distraction».

UNE SORTIE DE CINÉMA A DOMICILE ?

La bourgeoisie trouve parfaitement son compte dans le développement de la télévision: plus aisément contrôlable, en raison de son caractère concentré, plus répartie en raison de son coût, que d'autres formes de loisirs, la télévision a également pour la bourgeoisie dans le cadre de vie qu'elle impose, le mérite d'individualiser les distractions, de contribuer à cette organisation sociale qui s'oppose à toute vie collective au niveau d'un quartier, d'une cité populaire. Et le problème se pose encore plus clairement pour les travailleurs à la retraite qui se retrouvent isolés, délaissés et qui ont rarement les moyens de s'offrir régulièrement une place de cinéma, ou pour les paysans pour lesquels l'éloignement des centres urbains crée des difficultés supplémentaires.

Ce que nous propose la télévision, ce n'est pas seulement un kaléidoscope hétéroclite d'images et de sons, mais d'abord et avant tout, le point de vue de la bourgeoisie sur les différents aspects de la vie. Dans les informations politiques, bien sûr: en mettant en avant tous les aspects qui peuvent renforcer sa propagande, sans hésiter à déformer sciemment la réalité. Mais le point de vue de la bourgeoisie s'exprime également à travers des émissions apparemment «inoffensives»: telles les émissions scientifiques, où des experts pontifiants sont chargés par exemple, de nous démontrer que tout va bien dans le domaine de la santé, et que la «Science» finira par régler tous les problèmes; les émissions de variété qui prônent le culte des vedettes dégénérées au

service de la classe dominante, comme Michel Sardou. Même dans les émissions sportives, trop rares au goût de nombreux travailleurs, ce qui est mis en avant, c'est le chauvinisme, le culte de l'exploit individuel.

DES CONTRADICTIONS QUI NAISSENT DE LA PRATIQUE CONCRETE

Le rôle que la bourgeoisie assigne à la télévision dans ce système complexe qui vise à maintenir sa dictature, c'est le bourrage de crâne. Pour parvenir à son but, elle n'hésite pas à faire feu de tout bois, même éventuellement, à laisser s'exprimer des travailleurs. Mais, malgré son côté bien huilé, la machine façonnée par la bourgeoisie est loin de transformer les travailleurs en robots obéissant au doigt et à l'œil à ses consignes. La crise, dans ce domaine comme ailleurs, fait sentir ses effets. L'absence de projet politique cohérent, les contradictions entre les diverses fractions de la bourgeoisie, entraînent la diffusion d'émissions qui contiennent des informations, des points de vue dont peuvent se saisir les travailleurs.

Prenons deux exemples récents. Au cours d'un «Dossier de l'Écran» sur la délinquance juvénile, on a pu voir un éducateur et un juge démentir, chiffres en main, les affirmations, de Poniatowski sur l'augmentation de la criminalité et démontrer que le chômage était la cause principale de la délinquance. À la mort de Mao, de nombreux travailleurs nous ont dit à quel point les images de manifestations de masse en Chine les avaient frappés et venaient contredire les affirmations des journalistes bourgeois, selon lesquelles

Mao était «un empereur rouge»

La pratique concrète des travailleurs qui vivent quoti-

dialement l'oppression et l'exploitation, les amène à rejeter le point de vue que cherche à leur imposer la bourgeoisie. Celui d'un monde où il suffirait de se serrer les coudes, toutes classes confondues, pour que tout aille mieux.



Quels loisirs dans les grands ensembles ?

débrayé. Le soir, à la télé, j'ai voulu savoir qui en France avait débrayé et ce qu'ils disaient. Je n'ai rien pu savoir. Ce qu'il faudrait savoir justement, c'est ce que font les autres travailleurs...»

isolés, fatigués par leur journée de travail, privés de loisirs collectifs par le développement du capitalisme, les travailleurs regardent la télévision, faute de mieux. Le mécontentement, la révolte grandissent dans ce domaine également. Les protestations de plus en plus vives des travailleurs sur la manière dont la télévision, et plus particulièrement la télévision régionale, rend compte de leurs luttes, montrent qu'il s'agit d'un secteur important pour l'extension des luttes et leur popularisation, un enjeu pour les batailles à venir.

UN ENJEU POUR LES BATAILLES A VENIR

Quant aux luttes, la télévision les ignore ou les déforme. Au mieux, c'est une courte séquence, une interview d'un délégué syndical, voire, dans bien des cas du patron; au pire le silence total ou l'attaque directe, comme la veille du 7 octobre, où Guy Thomas sur A2 expliquait, au journal de 20 h, ce que la grève du lendemain allait coûter à «l'économie fran-

QUI POSSÈDE LA TÉLÉ EN FRANCE ?

	1959	1974
Agriculteurs exploitants	3,3	78,8
Salariés agricoles	2,1	71,4
Patrons de l'industrie et du commerce	15,6	88,6
Professions libérales et cadres supérieurs	24,8	83,5
Cadres moyens	16,1	82,6
Employés	13,1	84,4
Contremaitres et O.G	12,4	87,0
Autres ouvriers	7,1	80,9
Personnel de service	7,7	73,7
Autres catégories	13,8	89,8
Non actifs	5,8	73,6
Ensemble	9,5	80,5

La télé couleur, quelques exemples (fin 75)

Agriculteurs	3,7
Cadres supérieurs et professions libérales	18,0
Ouvriers	5,4
Inactifs	7,4
Moyenne nationale	7,7

(Chiffres et classifications de l'INSEE).

MUNICIPALES

contradictions à gauche

C'est ce matin que s'ouvre la convention nationale du parti socialiste consacrée à l'examen des résultats des négociations entre les partis de l'union de la gauche pour la constitution des listes en vue des élections municipales de mars 77. Au mois de juin dernier, un accord général avait été signé entre les formations du programme commun. Tout en indiquant que la gauche devait constituer des listes uniques dès le premier tour dans les villes de plus de 30 000 habitants (où le panachage n'est pas possible entre les deux tours, depuis la réforme de la loi électorale), ce texte laissait aux organisations locales le soin des négociations détaillées pour la répartition des sièges.

Or un passage de l'accord de juin est l'objet de contestations, qui se révèlent extrêmement épineuses, entre le PS et le PCF. C'est celui qui fixe la base de la répartition des sièges dans les conseils municipaux. Il prévoit en effet que cette distribution doit se faire en tenant compte des résultats électoraux obtenus par les partis depuis 1973. Mais comment ? En faisant la moyenne arithmétique des résultats obtenus depuis cette date, affirment les révisionnistes. En tenant particulièrement compte des consultations les plus récentes, répond le parti socialiste.

L'enjeu est facile à voir : la montée absolue importante des résultats électoraux du PS, la tendance à la baisse de ceux du PCF depuis 1973, placent ce dernier en position défavorable, dans le cas où la solution du PS serait adoptée. Mais celui-ci tient à recueillir intégralement les fruits de sa progression des derniers mois. De plus, des conflits ont surgi à propos des municipalités où jusqu'ici, le PS était allié avec certains centristes : dans certains cas, le nombre de voix, calculé arithmétiquement, du PCF, se trouve supérieur à celles

du seul parti socialiste. Mais celui-ci n'entend pas pour autant céder une place qu'il occupe parfois depuis de longues années.

PARIS : A GAUCHE COMME A DROITE

On le voit : les sujets de discorde ne manquent pas. Aussi, dans de nombreux cas, les négociations s'avèrent longues et difficiles. Nous avons déjà en l'occasion de parler par exemple, des contradictions existantes dans le Nord, le Pas-de-Calais, ou la banlieue lyonnaise. Aujourd'hui, c'est plus particulièrement sur les deux plus grandes villes de France : Paris et Marseille, que l'attention se porte. A Paris, la fédération de Paris du parti socialiste vient de publier un communiqué dans lequel elle signale que «si nos partenaires continuent à maintenir leurs demandes, on pourrait les considérer comme inacceptables». Déclaration d'autant plus significative que la fédération parisienne est entre les mains du CERES, partisan le plus chaud de l'union de la gauche à l'intérieur du parti socialiste. Le désaccord, en fait, porte sur les arrondissements où la gau-



Les «propositions» de Defferre (ci-dessus) ont obligé le PCF de déléguer Fiterman pour protester publiquement.

che était majoritaire aux élections législatives de 1973 : tandis que les calculs arithmétiques du PCF le conduisent à réclamer vingt-deux sièges, et à n'en laisser que quatorze aux socialistes, le PS en réclame dix-sept, et n'en concède que dix-neuf aux révisionnistes.

PRIMAIRES A MARSEILLE ?

A Marseille, où Defferre gouvernait la ville depuis des années en alliance avec des centristes, la question se pose même de savoir s'il y aura ou non des listes uniques : les socialistes proposeraient que chacun présente ses listes dans chacun des arrondissements, et

qu'on procède simplement par désistements, arrondissement par arrondissement, au deuxième tour. Aussi le PCF a-t-il dépêché un des membres de son bureau politique, Fiterman, pour protester publiquement contre ces propositions.

On le voit, si la querelle est ouverte à droite, où elle a conduit à une rupture concernant la mairie de Paris, elle n'est pas moins vive à gauche, où les «listes d'union» ne s'élaborent que très laborieusement, surtout dans les plus grandes villes. Il y a fort à parier que la Convention Nationale du PS ne pourra pas encore enregistrer d'accord pour des cas aussi importants que ceux-ci.

Jean LERMET

Sondage - simulation IFOP - Paris Match

Le journal Paris-Match publie un sondage-simulation de l'IFOP sur les intentions de vote pour les législatives. D'après l'IFOP, le sondage a été effectué sur un échantillon de 2685 personnes. Ordinairement, ils se font avec 2000 personnes. Il a été fait avant la tenue du rassemblement de Chirac. L'originalité de cette opération vient de ce qu'à partir des données brutes, un traitement a été fait pour obtenir un résultat en nombre de sièges à l'Assemblée Nationale, différencié selon les différentes tactiques de la majorité (c'est-à-dire un ou non au premier tour). En voici les résultats :

- Hypothèse où la majorité présente un seul candidat au

premier tour : Majorité : 169 sièges (UDR 94, RI 31, Centre 44). Opposition : 290 sièges (PS-RG 213, PC 85) - Hypothèse où la majorité présente trois candidats au premier tour : Majorité : 215 sièges (UDR 130, RI 39, Centre 46). Opposition : 252 sièges (PS-RG 167, PC 85)

Ces résultats vont être abondamment commentés (ils accèdent le renforcement du PS, et donnent un certain poids à l'opération Chirac). Une remarque technique s'impose : la fourchette d'incertitude, qui permet d'analyser des résultats en pourcentage, rend beaucoup plus aléatoire leur traduction en sièges de députés. Aucun détail n'est donné à ce propos par l'IFOP.

Le barème de l'impôt

Fraction du revenu imposable (deux parts)	Taux (en %)
N'excédant pas 13 450 F.	0
De 13 450 F à 14 100 F.	5
De 14 100 F à 16 900 F.	10
De 16 900 F à 26 800 F.	15
De 26 800 F à 35 150 F.	20
De 35 150 F à 44 300 F.	25
De 44 300 F à 53 550 F.	30
De 53 550 F à 61 750 F.	35
De 61 750 F à 106 850 F.	40
De 106 850 F à 147 050 F.	45
De 147 050 F à 190 350 F.	50
De 190 350 F à 226 900 F.	55
Au-delà de 226 900 F.	60

● A L'ASSEMBLÉE : ADOPTION DU BUDGET 77

L'Assemblée Nationale a définitivement adopté le budget de l'État pour 77 qui s'élève à 333 milliards. Parmi les articles modifiés :

- les eaux minérales auront une surtaxe d'un centime par litre,
- les chèques au porteur ne seront pas supprimés,
- les feuilles d'impôt ne seront pas affichées publiquement.

Cette mesure a probablement inquiété certains parlementaires.

● A Nancy, le préfet de la Moselle a accusé l'adjoint au maire, d'avoir falsifié un document concernant une opération immobilière. Celui-ci a nié les faits. Ces messieurs ne nous ont pas habitués, généralement, à tant de délicatesse. Mais, à l'approche des municipales, un bon petit scandale peut faire beaucoup pour faire trébucher un candidat.

● 39 % des «sondés» satisfaits de Giscard, 47 % mécontents ! Ces deux chiffres, le journaliste officiel de TF 1, le trop fameux Mourouzi, n'a pas osé les citer hier à midi. Prétexte avancé : «Il y a trop de sondages». Ou plutôt, si nous rectifions, il y a trop de mauvais sondages.

● A l'approche des périodes électorales, les groupes de pression divers se réveillent, en vue d'arracher le maximum d'avantages aux différents partis. En particulier, un mouvement de pieds-noirs, «le recours» se réunira demain à Aix-en-Provence. Son objectif : obtenir une «indemnisation». Le dernier moyen qu'il a inventé ; menacer la «majorité» d'appeler tous ses membres à voter contre elle. A la direction, les bons vieux colonialistes : Lacoste, Jouhaud, la veuve du maréchal Juin.

Du côté du parti socialiste UN EXPERT

Pour Jacques Delors, ancien conseiller de Chaban Delmas, père spirituel des «contrats de progrès», «les sujets ne manquent pas» pour la négociation entre la bourgeoisie et les travailleurs. C'est du moins ce qu'il écrit dans le dernier numéro de l'Unité. Parmi ces «sujets de négociation» proposés par Delors, figurent notamment : «Les modalités de lutte contre l'inflation, les conditions d'une évolution harmonieuse des revenus et des prix».

Ainsi, l'ancien champion de la «nouvelle société» nous propose, dans les co-

lonnes du journal du parti socialiste, une des plus vieilles lunes de la bourgeoisie : la politique des revenus, manière d'emprisonner les revendications salariales des travailleurs. Alors, direz-vous, à quoi bon changer le gouvernement actuel pour des gens comme ça ? Monsieur Delors a une réponse : «Seule l'union de la gauche» peut «obtenir l'adhésion, après négociations, des masses populaires» pour «une amélioration raisonnable du pouvoir d'achat». Nous voilà avertis : adhérer au projet du PS, c'est lui permettre de mettre en place une «raisonnable» politique d'austérité.

Chirac à Strasbourg LA DEUXIEME CONVERSION DE PFLIMLIN ?

Le maire de Strasbourg, Pierre Pflimlin, présidera le premier meeting que Chirac tiendra en province, ce soir. Ce Pflimlin, aujourd'hui membre du CDS de Lecanuet, est un personnage connu : membre du MRP (parti catholique de droite ancêtre de l'actuel CDS), c'est lui que les députés avaient choisi comme premier ministre lors du coup de force de l'armée à Alger le 13 mai 1958. Refusant de tenir compte, dans le calcul des voix à l'assemblée nationale, des suffrages des députés révisionnistes, il se garda bien de prendre une quelconque mesure contre les généraux putschistes. Au

contraire, il assumera à son titre de chef du gouvernement l'appel à De Gaulle, décidé par la bourgeoisie française.

Le voilà donc aujourd'hui, membre d'un des partis hisses au gouvernement par Giscard, qui accepte de soutenir de sa présence l'opération du RPR — même s'il se défend par ailleurs de vouloir s'y rallier. Une première fois frappé par la grâce, quand il s'était agi d'aller chercher De Gaulle, Pflimlin s'approprierait-il à une deuxième conversion, ébloui qu'il se trouve par la splendeur de l'archange Chirac ?

LUTTES OUVRIÈRES

ATELIERS FRANÇAIS DE L'OUEST :

La direction annonce :

- 300 licenciements
- Blocage des salaires
- Suppression des avantages acquis

le plan barre
ne doit pas passer

Les Ateliers Français de l'Ouest (AFO) exploitent pour l'essentiel un chantier de réparation navale à Brest ainsi qu'un établissement de construction et réparation navale à St Nazaire. Le conseil d'administration, on le sait, vient de se réunir et de faire connaître un certain nombre de décisions : approuvant les propositions de son Président Directeur Général, il a décidé de «diversifier» le travail effectué jusqu'ici aussi bien en ce qui concerne la réparation que le secteur construction. En ce qui concerne ce dernier, un établissement serait construit à Brest, spécialisé dans la fabrication d'ensemble-mécaniques.

Mais la direction précise rapidement que la «diversification» en question fait apparaître «que sur 1 500 emplois que compte l'entreprise, 300 seraient en 1977 temporairement (!) en excédent». Bref, ce sont 300 travailleurs qui risquent de se retrouver au chômage ! Pour éviter toute riposte, la direction qui ne manque pas de culot propose à ceux-ci d'attendre sagement l'éventualité d'une «nouvelle croissance», en clair d'attendre que leur soit proposé... en 78 à St Nazaire une nouvelle place (date où normalement un quai de réparation doit être construit). Une autre «solution» est aussi «offerte» : attendre fin 79 l'implantation d'un atelier de réparation... à Brest.

Parallèlement à ces mesures de chômage, le même Conseil d'Administration annonce la couleur en ce qui concerne les salaires. «Du point de vue social, certaines mesures de blocage de salaire» seraient «nécessaires», mesures qui sont «proposées» aux travailleurs !

Et pour achever cette attaque contre les conditions de vie et de travail des ouvriers métallurgistes, la direction, à mots couverts, envisage de supprimer ce qu'elle appelle les éléments «accessoires» du salaire. Accessoires ! En fait, des éléments fixes du salaire, les avantages obtenus par la lutte des travailleurs, comme la prime de panier, une prime de 10 %, et la majoration des heures supplémentaires !

Bref, la direction des AFO, entend faire payer aux ouvriers les conséquences des «difficultés» qu'elle traverse. Ainsi, de même qu'aux chantiers navals de St Nazaire, c'est le plan Barre qui est en marche ! Les travailleurs ne sauraient l'accepter !

R. F.

Société Atlantique
Mécanique (Nantes)12 travailleurs décidés
à obtenir satisfaction

L'ensemble des travailleurs de la SAM (Société Atlantique de Mécanique) sont en grève totale depuis le 24 novembre. Ils sont douze plus une employée de bureau. La grève illimitée avait été précédée par une série de débrayages mais, force avait été de constater que ces moyens d'action ne suffisaient pas à obliger la direction à satisfaire les revendications demandées. Celles-ci sont la transformation de la prime d'année en 13ème mois, le retour à l'horaire normal ou la compensation des heures perdues (il y a eu une réduction des horaires sans évidemment compensation de salaire), 1 % d'avance sur la régularisation prévue fin décembre.

La direction pour toute réponse aux revendications menace de «licencier la manœuvre si les travailleurs en lutte ne reprennent pas le travail ! Ce travailleur est dans une période d'essai. Cela les travailleurs le refusent unanimement ! Comme ils le disent : «La lutte des travailleurs de la SAM est la même que celle de l'ensemble des travailleurs qui veulent conserver leur pouvoir d'achat».

Pour tenir le coup, les travailleurs de l'entreprise ont décidé d'effectuer des collectes financières dans les différentes usines de la région. SAM vaincra !

CAISSE D'ÉPARGNE :

NE PAS LAISSER
DE REVENDICATIONS
SOUS LA TABLE!

A leur 72^e jour de grève, l'Assemblée Générale des travailleurs des Caisses d'Épargne de Paris a décidé hier la reconduction de la grève, par 748 pour sur 753. Elle a également pris la décision de se rendre en nombre au Palais de Justice jeudi soir où se tenait le tribunal des référés pour statuer à partir du rapport du consultant Jean Marx.

Pour les grévistes, ce rapport présente un aspect positif : il approuve l'exigence des grévistes du maintien de la prime de bilan, (une de leurs principales revendications) et considère que les jours de grève doivent leur être payés. Mais ce rapport n'approuve pas (ou tait) les autres revendications, dont certaines sont d'importance, comme : le recrutement de personnel (40 personnes) pour compenser l'augmentation de la charge de travail, des revendications concernant les auxiliaires (garantie de l'emploi, augmentation des salaires en fonction de l'ancienneté...). Si bien

qu'en mettant une revendication, même d'importance, en avant, les

autres risquent de passer sous la table ! La veille, mercredi soir, avaient eu lieu des négociations avec le patron, mais rien de positif n'en était ressorti. Sur le recrutement, il maintenait sa position (20 personnes) ; sur la revendication concernant les prêts consen-

tis aux employés, il revenait en arrière ; sur la prime et le paiement des jours de grève, il déclarait attendre le jugement des référés de jeudi. Il a également prévenu : «De toute manière, même si le juge vous donne raison, on fera appel».

Nathalie Dullin

UN SOUTIEN DOUTEUX

«Vendredi, entre 12 h 30 et 13 h 30, des délégations de la CGT et de la CFDT de Paris viendront apporter leur soutien et protester auprès de la direction» peut-on lire dans l'«Humanité» d'hier à propos de la lutte des «Ecuveils». Ce que l'«Humanité» ne dit pas, c'est ce qu'il a fallu pour y parvenir. Il avait déjà fallu attendre plus de trois semaines de lutte pour que la CGT fasse des déclarations de soutien à la lutte. Là, il a fallu

quinze jours de négociations. En effet, cela fait longtemps que les «Ecuveils» se battent pour une manifestation interprofessionnelle de soutien. Les négociations se sont engagées avec l'UD CGT, qui a proposé de faire signer des motions-pétitions. Pour la CFDT des banques, les motions ne suffisent plus, il faut un soutien qui s'exprime aussi par une présence physique, avec les travailleurs des Caisses.

Finalement, mercredi, il y a eu un revirement de l'UD CGT. Elle n'est pas allée jusqu'à accepter un rassemblement le soir, comme le proposait le syndicat CFDT des Banques, mais des délégations communes UD CGT et CFDT, à l'heure du repas.

Comment expliquer cette attitude de l'UD CGT ? La CGT n'est pas présente dans la lutte. Elle n'a pas de section, mais seulement des adhérents isolés, dans les Caisses d'Épargne de Paris. Elle n'a donc pas les moyens de tenter de contrôler le mouvement bien que par le biais du P.C.F. dans le syndicat SUACCE ses idées révisionnistes circulent tout de même. Et le caractère offensif de cette lutte, qui s'oppose de front au plan Barre, ne pousse pas la CGT à développer un réel mouvement de soutien ! Tous les doutes sont permis quant au caractère du rassemblement d'aujourd'hui : le choix de l'heure n'est déjà pas favorable à une participation massive, de plus quel travail de mobilisation a été fait dans les entreprises ? Drôle de soutien !



LOU : (Grenoble)
pour la prime de 600 F
Les travailleurs de Niort refusent
de faire les commandes pressantes !

LA LUTTE CHEZ
LOU CONTINUE

Lou est une fabrique de sous-vêtements pour femmes depuis 1953. En juillet 1975, le dépôt de bilan était déjà annoncé. L'usine était rachetée par M. Bellanger qui possède d'autres usines de sous-vêtements (3 à Niort où travaillent 600 personnes, une à Cournon en Ardèche). Depuis, les cadences ont augmenté les salaires, baissés en conséquence, et en octobre 1975, le travail aux pièces était remplacé par le travail au rendement.

Aujourd'hui, la lutte pour la sauvegarde de la prime de fin d'année d'un montant de 600 F, continue. Mercredi matin encore, a eu lieu une assemblée générale très

combative. Les grévistes sont allés dans les ateliers et 10 % des non grévistes au moins les ont rejoint dans la lutte, ce qui fait qu'environ 90 % des ouvrières sont en lutte.

Des collectes sont en train d'être organisées et des non-grévistes ont déjà donné de l'argent.

La direction, pour tenter de casser la lutte, a demandé à son entreprise de Niort d'assurer la production qui n'est pas faite, vu que de nombreuses commandes doivent partir à Noël. Les travailleurs, en signe de solidarité ont refusé d'effectuer ce travail ! La lutte continue !

MAS (vêtements masculins)

NON A LA FERMETURE
DES USINES

La direction des entreprises MAS (confection de vêtements masculins) vient de faire connaître son intention de déposer le bilan. L'entreprise MAS comprend deux usines, l'une à Toulouse et l'autre à Bort les Orgues, en Corrèze et emploie au total 1250 travailleurs. Le groupe Biderman N°1 des vêtements masculins se propose de reprendre les usines mais les travailleurs ont de bonnes raisons d'être méfiants ! Biderman, en son temps, avait déjà repris l'entreprise Big Chief... qui licencierait quelque temps après. Pas un seul licenciement !

● MANURHIN (MULHOUSE) : Les travailleurs de Manurhin (Manufacture du Haut-Rhin), à Mulhouse, sont en grève depuis le 6 décembre. Cette usine de seize cents travailleurs, est spécialisée dans la mécanique et la fabrication d'armes. Les travailleurs exigent une augmentation des salaires

et une nouvelle référence indiciaire. Après plus d'une semaine de grève, ils viennent de reprendre le travail. Ils ont obtenu une prime de trois cents francs pour tous et une augmentation de 2,6 % des salaires à partir de janvier. C'est un premier succès pour les travailleurs.

LUTTES OUVRIERES

CFDT : LES «LEÇONS DE DÉMOCRATIE SYNDICALE» DE LA DIRECTION CONFÉDÉRALE

Après la dissolution de l'UL 8°-9° de Paris, puis de l'UD de Gironde, le débat sur la démocratie syndicale dans la CFDT rebondit. Les décisions du Bureau National concernant Bordeaux ont en fait valeur de test national : que valent en effet les motifs de la dissolution au plan particulier ?

Une soi-disant «priorité» accordée par le Bureau d'UD 33 aux luttes des soldats, des chômeurs et des femmes par rapport aux luttes d'entreprises contre les licenciements lui est reprochée, alors que Chatov l'un des membres du Bureau — n'est autre que le responsable de la SEP (métallurgie) dont on connaît l'action contre Durafour puis Beullac ! La preuve du caractère léger et hypocrite de l'argumentation confédérale, c'est que la circulaire de René Decaillon aux Syndicats de Gironde, à l'UR Aquitaine, aux Fédérations et Unions Régionales CFDT, sur l'affaire de Bordeaux, avoue que «le Bureau National n'a pas examiné la situation à partir du soutien à un comité de soldats» mais a essentiellement mis en cause «le fonctionnement démocratique de l'Union Départementale !».

En fait de démocratie, le moins qu'on puisse dire, c'est que la Confédération donne de drôles de leçons !

Sans parler de l'inadmissible ingérence perpétrée à l'encontre de la Fédération Nationale de l'Équipement, il faut relever tout un ensemble de faits, depuis le Conseil National d'octobre, qui montre que l'actuelle direction réformatrice de la CFDT applique déjà (pour partie) le rapport Decaillon sur l'organisation de la CFDT en vue de 78, bien qu'il n'ait pas été soumis au vote, à l'époque...

Ainsi, des manœuvres s'amorcent contre toutes les traditions «fédérales» (c'est-à-dire celles qui considèrent fondamentalement la CFDT comme une union volontaire de syndicats — fédérés par professions et regroupés par unions régionales — dont la Confédération n'est que l'expression et non le centre exclusif de décision, tel qu'il ressort des statuts du Congrès d'Issy-les-Moulineaux.

LA DIRECTION CONFÉDÉRALE VEUT ÉTENDRE SON POUVOIR

La commission exécutive (se faisant mandater pour l'occasion par un Bureau National où pour l'instant, elle dispose d'une majorité plutôt confortable) s'arroge sans cesse des pouvoirs nouveaux : Moreau était ainsi intervenu dans les affaires de l'Union de Secteur de Cherbourg

En Bretagne, les partisans d'Edmond Maire et de son émule régionale Caradec, ceux qui travaillent à placer l'Union Régionale sous la coupe de la social-démocratie, font maintenant des adhésions d'un type nouveau : ceux qui se reconnaissent dans les 40 % d'opposition au 37^e Congrès d'Annecy n'ont-ils plus qu'à quitter la CFDT ? Drôle de «démocratie syndicale», encore une fois !

En Bretagne, les partisans d'Edmond Maire et de son émule régionale Caradec, ceux qui travaillent à placer l'Union Régionale sous la coupe de la social-démocratie, font maintenant des adhésions d'un type nouveau : ceux qui se reconnaissent dans les 40 % d'opposition au 37^e Congrès d'Annecy n'ont-ils plus qu'à quitter la CFDT ? Drôle de «démocratie syndicale», encore une fois !

par dessus l'Union Régionale Basse-Normandie ; une circulaire confédérale met actuellement les syndicats en garde contre l'orientation, les pratiques et certains militants (y compris nationaux) de la Fédération de l'Équipement... Pour Bordeaux, le Communiqué du Bureau National paru dans «Syndicalisme Hebdo» de cette semaine prétend que la dissolution de l'UD 33 «consiste à tester le niveau de représentativité des responsables de l'UD de Gironde par le moyen le plus démocratique qui soit : l'organisation d'élections. Ces pieuses paroles seraient d'autant plus crédibles qu'elles ne s'accommoderaient pas des pratiques manipulatoires d'éléments du PS de l'Union Régionale d'Aquitaine qui s'efforcent de reconstruire contre l'actuel Syndicat des métaux (3

Bordeaux une nouvelle structure à leur dévotion et qui tentent de mettre les sections syndicales sous leur coupe en exigeant des Syndicats (Construction, Santé-Sociaux etc) des éléments de fichiers et conventions collectives, afin de mieux les doubler !

Non, décidément, les leçons de démocratie syndicale venant des instigateurs de l'opération des Assises dans la CFDT, ceux qui veulent mettre au pas la CFDT d'ici 78, et l'inféoder au PS, mercibien ! Cela n'a rien à voir avec la pratique d'un syndicalisme de masse et de classe démocratique à laquelle aspirent les travailleurs qui veulent (comme l'a prouvé en bonne part le Congrès Basse-Normandie, par exemple) défendre les acquis de la CFDT.

S.RAYNAL

A Querard

La travailleuse licenciée sera réintégrée

La grève aux Voyages Quérard vient de se terminer sur une victoire.

MALGRÉ LES PROVOCATIONS PATRONALES

Les pressions, menaces, chantages de toutes sortes par exemple un car «jaune» conduit par un gardien de la SNIAS (service de... sécurité) lancé dans un groupe de grévistes de chez Quérard, heureusement sans dommages corporels !

MALGRÉ LES TRAHISONS «SYNDICALES» :

- Tentative d'implantation d'une section jaune Force Ouvrière dans la boîte, à l'instigation en particulier du sieur Rocton, délégué FO de la SNIAS (et qui n'y pointe plus depuis longtemps, mystère, mystère...)

MAIS AVEC LA SOLIDARITÉ ACTIVE DES TRAVAILLEURS DE DUBIGEON ET DE LA SNIAS :

- Prises de position sans

équivoque des sections syndicales CGT et CFDT, appel aux travailleurs à ne pas utiliser les cars conduits par les jaunes, grève des extras, ouvriers de la SNIAS et chauffeurs à mi-temps.

Mais les chauffeurs de Quérard n'en resteront pas là. Malgré les inadmissibles pressions patronales, malgré les conditions de travail aberrantes, malgré la trahison de FO qui va récolter (samedi 11) aux élections professionnelles ce qu'elle mérite.

LA DICTATURE QUÉRARD, C'EST FINI

- La lutte des Quérard est un encouragement et un espoir pour tous les chauffeurs qui subissent encore les mêmes difficultés. Cette lutte doit bénéficier, de la part des travailleurs qui utilisent les cars Quérard, de la plus grande vigilance et de la plus grande solidarité !

Un chauffeur n'appartenant plus aux Voyages Quérard (APL Ouest)

Usinor Thionville

862 LICENCIEMENTS ANNONCÉS !

Lors du dernier comité d'établissement, la direction de l'entreprise a annoncé son intention de mettre à la rue 862 travailleurs. Pour éviter toute riposte, la direction propose 233 mises en pré-retraite et des départs «volontaires» !

D'autre part, elle a fait savoir que les jours chômés du 24 décembre au 6 janvier s'étendraient jusqu'au 11 janvier et ce dans un «premier temps» ??? Les délégués CGT de l'établissement ont quitté la réunion. La lutte se prépare.

Magasin «La belle jardinière» (Paris) LES EMPLOYÉS EN LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Les employés du magasin «La Belle Jardinière» au Pont Neuf à Paris, sont en lutte depuis jeudi matin, à l'appel de leurs syndicats.

Les raisons de la lutte : l'annonce de la réunion, mardi prochain du comité d'entreprise extraordinaire sur le projet de licenciement collectif qui porte sur 62 employés sur un total de 122. Les employés, en se lançant dans l'action une semaine avant l'annonce officielle de ce mauvais coup, montrent qu'ils sont déterminés à lui faire échec !

Le nombre des fermetures d'entreprises a fortement augmenté durant le mois de novembre selon l'INSEE. Au total, c'est 1 331 entreprises qui ont fermé leur portes (1 003 en octobre).

Conférence de presse de Séguéy

Suite de la une

PERMETTRE QUELQUES LUTTES... POUR ÊTRE BIEN PLACÉ LORS DES ÉLECTIONS !

Les exemples ne manquent pas : au «Parisien Libéré», ils s'apprentent à signer un accord de capitulation enterrant ainsi vingt-deux mois de lutte. Aux Caisses d'Épargne, où les employés luttent courageusement depuis soixante-dix jours, ils ont saboté au maximum les deux journées d'action nationales dans ce secteur, écoeurant des centaines d'employés. Et plus près de nous encore, ils viennent avec leurs compères du PS, de faire concessions sur concessions à la direction des Chantiers de l'Atlantique à St Nazaire, obligeant les travailleurs à reprendre.

Alors, il ne faut pas manquer de toupet pour affirmer que si, jusqu'ici, il n'y a pas eu d'offensive véritable, cela serait dû au fait que la «situation ne serait pas mûre» et qu'il a fallu d'abord expliquer aux travailleurs les conséquences du plan Barre !

En fait Séguéy finit de nous éclairer sur la soi-disant volonté d'action de sa confédération quand il ajoute : «Ceux qui défendent les travailleurs seront les mieux placés pour aborder les consultations électorales». Il s'agit pour les révisionnistes aussi de prendre de vitesse la confédération CFDT embourbée dans ses querelles internes, en faisant une démonstration de force à quelques temps des échéances électorales. Il s'agit pour le PCF de se servir de la lutte des travailleurs pour tenter de se placer en position pas trop défavorable face au PS lors des marchandages électoraux qui se préparent. Mais à trop vouloir jouer, les révisionnistes risquent d'avoir quelques déboires ! Ils pensent pouvoir tenter une opération de force à peu de frais sans grandes conséquences. Les travailleurs risquent de les faire mentir !

Richard FEUILLET

SICCNA St Malo

Vers la fin du conflit !

Sept travailleurs de la SiccNa St Malo en lutte depuis mars 75 (21 mois) contre la liquidation de leur chantier naval sont venus chez Dubigeon pour une collecte de solidarité qui a rapporté 2400 F. Une rencontre fut organisée ensuite entre quelques militants de la CFDT SiccNa où ces derniers nous ont mis au courant des derniers rebondissements de l'affaire.

LA SITUATION JURIDIQUE EST RÉGLÉE

La situation juridique créée par l'ancien PDG et qui a fait durer le conflit un an de plus est maintenant éclaircie. Le jugement de la Cour d'Appel de Rennes du 30 novembre a débouté et même condamné l'ancien PDG du chantier ainsi que les différents créanciers (armateurs etc...)

LE GOUVERNEMENT PRÊT À PAYER

Les pouvoirs publics sont prêts depuis septembre 75 à déboursier 1,5 milliard pour la reprise du chantier. Il faut dire aussi que l'enjeu politique est important à la veille des élections car la SiccNa est la plus importante entreprise de St Malo et le conflit a eu un retentissement important sur la ville. Bourges, ministre de la défense et député-maire de Dinard compte se présenter à la mairie de St Malo en 77 alors...

De plus une commande importante de plusieurs chantiers pour le Maroc serait donnée par le gouvernement aux acheteurs du chantier pour remplir le cahier de charge et permettre ainsi le redémarrage de l'entreprise. Ce qui a d'ailleurs permis à plusieurs nouveaux acheteurs

éventuels de se faire connaître alors qu'avant il n'y avait que Fournier, déjà propriétaire de deux petits chantiers.

LES NÉGOCIATIONS VONT COMMENCER

Une réunion entre le syndicat, le notaire, Fournier et un représentant de la marine marchande était prévue vendredi dernier.

Ensuite les négociations pourraient commencer bientôt entre les organisations syndicales et les acheteurs. La position de la CFDT reste ferme sur trois points :

- redémarrage du chantier
- réemploi de tout le personnel licencié le désirant.
- maintien des avantages acquis et revalorisation des salaires depuis 75. Mêmes avantages que dans les autres chantiers des acheteurs.

Les travailleurs encore au chômage sont environ 200 (sur 450 licenciés en 75) mais auxquels viennent s'ajouter d'autres gars qui ont travaillé comme intérimaires ou saisonniers et qui se retrouvent maintenant sans travail.

UN NOUVEAU CHANTIER

Les conditions sont donc remplies pour créer un nouveau chantier, qui réembaucherait les anciens travailleurs de SiccNa.

Tout dépend maintenant de l'aboutissement des négociations, mais les travailleurs de la SiccNa estiment déjà avoir gagnée une victoire en tenant 21 mois et en obligeant patron et pouvoirs publics à faire redémarrer le chantier.

(Extraits de l'APL-Ouest Information n°165)

INFORMATIONS GÉNÉRALES

NOUVELLES LOIS D'ADOPTION

LA SNCF A TUÉ
DEUX CHEMINOTS
ÉCRASÉS
PAR UN TRAIN

Deux cheminots qui travaillaient sur la voie entre Orly et Rungis sont morts, écrasés par un train de marchandises. Il était 1 h 45, dans la nuit de lundi à mardi, les deux cheminots travaillaient au déchargement sur la voie d'un train de ravitaillement. L'un d'eux dirigeait la manœuvre, l'autre surveillait. C'est alors qu'un train de marchandises les a happés et les a mortellement blessés. La SNCF n'a rien divulgué sur cet accident, ce sont les syndicats qui l'ont rendu public. Ce silence de la SNCF est un aveu de sa responsabilité dans cet accident. La surveillance était insuffisante, les travailleurs étaient peu éclairés, et en nombre insuffisant pour effectuer cette manœuvre sans danger. Les syndicats ont demandé à la SNCF l'embauche de personnel.

NUCLÉAIRE :

LES SCIENTIFIQUES
EUROPÉENS
DEMANDENT L'ARRÊT
DE SUPER-PHENIX

La quasi totalité des scientifiques, physiciens, chercheurs, ingénieurs, techniciens du CERN (Centre de recherche de l'organisation européenne de recherche nucléaire) et d'autres organismes scientifiques de Genève ont dans une lettre signée collectivement et adressée au Président de la République française et aux chefs de gouvernement de l'Europe des Neuf pour exiger l'arrêt des travaux de construction du surrégénérateur Super-Phénix.

Les 1326 signataires réclament la mise sur pied d'une commission indépendante des industries concernées par le projet Super-Phénix avec pour mission l'étude des divers aspects de ce projet.

Boehlen :

LE PIRE EST
A CRAINDRE

Le pétrolier Boehlen qui contient encore dans ses soutes des dizaines de milliers de tonnes de pétrole représente toujours pour cette raison un grave danger de pollution.

Deux des trois brèches du pétrolier se sont à nouveau ouvertes. Les premières tentatives de colmatage n'ont pas résisté aux fortes houles de ce début décembre.

CINQ ANS DE PRISON
POUR UN PDG
DU HAVRE

Lemaire, ancien président de la chambre de commerce et d'industrie du Havre, PDG de l'entreprise de travaux publics Thireau Morel a

été condamné par le tribunal correctionnel à cinq ans de prison dont trois avec sursis ; ses complices ont également été condamnés à des peines de prison.

● TÈLÉ : POURSUITE DE LA GREVE DES COMÉDIENS INTERPRETES : Les négociations engagées mercredi dernier n'ayant pas abouti à un accord, les artistes interprètes de la télévision ont décidé de poursuivre leur grève et l'ont reconduite jusqu'au 5 janvier minuit.

Les syndicats ont déclaré que malgré les importantes concessions qu'ils avaient reçues ils n'avaient reçu aucune garantie en ce qui concerne leur emploi. En conséquence, une bonne partie des productions prévues pour les fêtes ne seront pas programmées.

KIDNAPPING
LÉGAL

Une nouvelle loi ayant pour objet de faciliter l'adoption vient d'être votée. «France Soir» y consacrait un article satisfait en expliquant que tous les enfants abandonnés de fait, placés dans des foyers de l'Aide Sociale à l'Enfance ou en nourrice pourront être plus vite et plus facilement adoptés. Le temps laissé aux parents pour «manifester leur intérêt» à leurs enfants sera réduit et les exigences de l'Aide Sociale à l'Enfance plus grande à leur égard lorsqu'ils demanderont à reprendre leurs enfants.

D'après cette logique, les intérêts de ces enfants «sans famille», retirés à leurs parents «incapables» et les intérêts des couples qui veulent adopter se rencontreraient.

Récemment, l'association «Aide à toute Détresse» qui s'intéresse aux familles les plus défavorisées, s'inquiétait de cette nouvelle législation qui faciliterait le retrait des enfants aux familles les plus démunies. Dans les services sociaux, on connaît le cas de familles qui, pour avoir confié leurs enfants à titre de «recueillis temporaires», c'est-à-dire de leur propre volonté et théoriquement pour une durée limitée, en raison de ressources insuffisantes, de maladie de la mère, de séparation..., n'arrivent plus à les récupérer, ou se heurtent à une administration tracassière et peu compréhensive.

Non seulement les services sociaux ne leur facilitent

pas toujours les démarches mais les culpabilisent de leurs difficultés et leur inculquent l'idée qu'ils sont de mauvais parents. Ils se trouvent parfois en rivalité avec des nourrices choisies après enquête, donnant aux yeux de l'administration des garanties de ressources, de «respectabilité» et qui ont tendance à s'approprier les enfants placés chez elles et à critiquer les parents auprès des enfants, d'où des conflits quand les parents reprennent leurs enfants.

UN VÉRITABLE
VOL D'ENFANT

Ainsi, une mère célibataire s'est vue refuser le droit de prendre son enfant pour Noël sans autre explication.

Un travailleur algérien de Paris, séparé de sa femme, doit aller voir son enfant en nourrice dans la grande banlieue et se déplace souvent pour rien, car la nourrice s'absente. Il exprimait avec révolte le sentiment qu'on voulait lui voler son enfant en rendant difficiles les moyens de le rencontrer, alors qu'il voudrait l'envoyer dans sa famille, en Algérie. Des centres de placement recrutant des nourrices en province existent toujours. Un père apprenait récemment que son enfant avait été envoyé dans l'Orne, comme à l'époque où l'Assistance Publique Parisienne envoyait les enfants à la campagne.

Il est bien évident que ces enfants sont des enfants de la classe ouvrière, et des couches sociales qui rencontrent des difficultés telles au point de vue économique ou personnel qu'il leur est temporairement et parfois même définitivement impossible de prendre en charge leurs enfants.

Il s'agit souvent de mères célibataires, de femmes seules, abandonnées, malades, sans travail...

LA LOGIQUE DE
«LAISSEZ-LES VIVRE»

La responsabilité de ces abandons momentanés ou définitifs n'en revient pas principalement aux parents, mais à la société capitaliste qui ne donne pas aux familles les moyens d'élever leurs enfants et d'avoir les enfants qu'elles désirent en leur refusant les informations et les moyens sur la contraception. Avec la nouvelle loi sur l'adoption, c'est la logique de l'organisation réactionnaire «Laissez-les vivre» qui se trouve consacrée. La logique de ceux qui disent aux femmes désirant avorter «Accouchez et abandonnez votre enfant pour qu'il soit adopté par une famille qui n'a pas d'enfant». On sait quelles familles sont choisies : elles sont triées sur le volet en fonction de critères de ressources, de moralité et d'honorabilité bourgeoises.

Non contente de s'enrichir sur la sueur et le sang de la classe ouvrière, la bourgeoisie lui vole même ses enfants. C'est toute une conception de la famille dans la société capitaliste qui est en cause, où l'enfant n'est finalement qu'un objet qu'on s'accapare, sans droit à la parole.

Cécile RIVAINÉ

CORSE

LORENZONI ENTAME
SA TROISIÈME SEMAINE
DE GREVE DE LA FAIM

Depuis le 1^{er} décembre, Marcel Lorenzoni, emprisonné à Fleury Mérogis, fait la grève de la faim et envisage de commencer la grève de la soif. Qui le sait ? Qui en parle ? Qui s'en émeut ? Qui s'inquiète de savoir pourquoi il croupit depuis juillet 76 au fond de sa prison ?

La Corse est quadrillée par un déploiement extraordinaire de policiers en tous genres, infectée de barbouzes et autres forces occultes. La justice et les droits des citoyens sont bafoués : arrestations arbitraires, déportations, emprisonnement sur simples présomptions, multiplication des interpellations. Ainsi, depuis septembre 75, plus de soixante patriotes corses ont été emprisonnés !

Quant à Marcel Lorenzoni, son cas est exemplaire : au lendemain du

procès d'Aléria, à Gennevilliers, une cuve à essence (vide !!) est la cible d'un attentat. Dégâts : un gros trou. La société Antar ne dépose pas plainte. Trois jeunes compatriotes, les frères Rossi et Valentini sont inculpés. Quelque temps après, début juillet, Lorenzoni est aussi arrêté près d'Ajaccio. Il est immédiatement transféré à Fleury Mérogis et inculpé de participation à l'attentat de Gennevilliers.

Des preuves ? Aucune ! Marcel nie : il était à Grenoble au moment de l'attentat. Des témoins peuvent l'attester.

Là dessus, le juge chargé de l'enquête... part en vacances. Il reviendra deux mois plus tard... sans pour autant instruire le dossier Lorenzoni. Le magistrat ne se donne même pas la peine de vérifier l'alibi de l'inculpé. Il se contentera de le convoquer pour la forme...

Aujourd'hui Marcel entre dans sa troisième semaine de grève de la faim. En signe de solidarité, cinq jeunes Bastelicaïens ont à leur tour entamé une grève de la faim dans la cathédrale d'Ajaccio.

Faudra-t-il qu'eux aussi risquent la mort pour qu'en fin de compte «la justice» s'ébranle ?

A jouer ainsi avec le feu, en guise de justice, il pourrait s'agir d'un véritable meurtre dont nombreux seraient les complices et dont les conséquences seraient très lourdes.

Le peuple corse n'acceptera jamais que l'on assassine ceux qui mènent son combat ! Que chacun prenne ses responsabilités !

Lettre ouverte de la CFDT de Corse

● NAUSSAC : LE PS CONTRE LES PAY-SANS : Arsène Boulay, député socialiste, président du conseil général du Puy de Dôme s'est déclaré favorable au barrage de Naussac contre lequel luttent les paysans de cette région de Lozère. Boulay affirme que tous les parlementaires socialistes concernés par le barrage l'approuvent. C'est un sérieux coup de main au pouvoir avant la décision du Conseil d'Etat sur le recours formé contre le décret

● Un homme de trente cinq ans, ancien de l'infanterie de marine, pris en flagrant délit de vol dans un cimetière a été arrêté et incarcéré dans l'Oise. Le juge d'instruction l'a inculpé du meurtre d'une jeune femme de vingt ans mystérieusement assassinée il y a quelques mois. On aurait retrouvé l'arme du crime au domicile de l'assassin présumé. Sept meurtres inexplicables ayant été commis depuis 1964 dans l'Oise, certains les attribuent à l'inculpé. Celui-ci nie tout ce qui lui est reproché.

EUROPE

**IRLANDE : APRES LA VIE SAUVE
A NOËL MURRAY,**

**4 PRISONNIERS
ENCORE MENACÉS
DE LA PEINE DE MORT**

Jeudi 9 septembre, la Cour Suprême de Dublin rendait son verdict sur les Murray : Noël, condamné à vie et Mary devant être réjugée. Malgré ce jugement «clément», la mobilisation continue. En effet, Mary, après le nouveau jugement peut être de nouveau condamnée à mort, ainsi que trois autres Irlandais.

D'après le Murray's Defense Comitee, ce verdict est le résultat d'une mobilisation internationale qui a empêché que la sentence de mort ne soit proclamée, mais cette semi-victoire est aussi due à la mobilisation des Murray's Defense Comitee, malgré la répression dont ils sont victimes. Actuellement, ce Murray's Comitee se bat pour que Noël et Mary soient jugés non pas devant le Special Criminal Court mais devant un tribunal ordinaire avec jury : leur lutte rejoint celles de tous les prisonniers politiques du Nord et du Sud (1 800) qui combattent pour le rétablissement du statut de «prisonnier politique» et contre leurs conditions de détention (au Nord, au camp de concentration de Long-Kesh et au Sud au camp de Port-Laoise). Actuellement, le peuple irlandais mène une grande lutte pour affirmer la voie de sa libération contre toutes les tentatives de l'impérialisme britannique qui essaye, au travers d'un mouvement de sa création, le mouvement des femmes pour la paix, d'affaiblir le mouvement de libération nationale. Dans tous les quartiers des villes du Nord se tiennent des meetings pour le rétablissement du statut politique. Au Sud, c'est une bataille pour le respect des prisonniers soumis à des conditions indescriptibles (pas d'hygiène, ni visite, ni lecture, isolement total, fouilles quotidiennes où les prisonniers sont déshabillés, toutes sortes d'humiliations...) Certaines femmes de détenus se voient interdites de séjour à la prison où se trouve leur

mari, et ce pour la durée de la condamnation du mari (sept ans parfois).

En 72, la lutte des Républicains leur permit d'obtenir le statut politique, il leur a

été supprimé au début 76 et, par une lutte soutenue par tout le peuple irlandais, ils vaincront de nouveau contre l'impérialisme britannique !

Sebastien GWELTAZ

**ITALIE :
ATTENTAT
A BRESCIA**

Une bombe a explosé à Brescia près d'un kiosque à journaux dans une rue très fréquentée. Une femme a été tuée, huit personnes ont été blessées. C'est le sixième mort en trois jours à la suite d'attentat. Ces attentats ressemblent à ceux développés depuis 1968 par les fascistes. Est-ce le retour d'une stratégie de la tension ?

**DISCOURS D'INVESTITURE
DE SCHMIDT :**

**Le modèle allemand,
le diktat allemand et l'OTAN**

Le chancelier Schmidt élu de justesse, à une voix près, a prononcé son discours d'investiture, une note de prudence dans le ton : «La croissance n'est pas éternelle». Mais une part importante a tourné sur la place de l'Allemagne en Europe.

«Il n'y a jamais eu sur le sol allemand d'ordre plus libre, plus juste». A couper le souffle ! Des milliers d'enquêtes sur les opinions politiques des fonctionnaires, des centaines d'interdictions professionnelles, la censure dans l'information, les droits de la défense dans les procès complètement annulés ! C'est le modèle allemand qui veut s'imposer partout en Europe, et qui veut imposer

ses conditions aux pays européens. «Nous aiderons ceux qui s'aident eux-mêmes... à condition qu'ils entreprennent des efforts énergiques pour renforcer leur potentiel économique». Les conditions imposées à la Grande-Bretagne par le Fonds Monétaire International donnent la mesure de ce que ces paroles signifient pour les peuples européens et la classe ouvrière, quand Schmidt prévoit de renforcer la dominante allemande sur l'Europe. «Si nous voulons l'Europe nous devons aussi y assumer notre part de responsabilités... L'étroite coopération franco-allemande reste, dans ce contexte, un pilier essentiel». Discrète

allusion aux tentatives de Giscard de formaliser les relations franco-anglaises, sur le modèle des sommets périodiques franco-allemands, et de resserrer ses liens avec l'Italie, qui indique que Schmidt n'est pas favorable à ces tendances.

Enfin il a confirmé les choix atlantiques de l'Allemagne, ceux qu'elle entend imposer à l'Europe en guise de défense contre la menace soviétique : «L'alliance atlantique reste la base de la sécurité de l'Allemagne fédérale. La présence des troupes américaines en Europe ne peut être ni politiquement ni militairement remplacée».

AFRIQUE

**Agression
rhodésienne contre
le Mozambique et
le Botswana**

Les télécommunications ont été coupées à la suite de la destruction d'une station de télécommunication dans le Sud-Ouest du Mozambique. L'aviation rhodésienne a bombardé la province de Tête, le village de Capenda au Nord du pays ; deux avions ont également attaqué dans la province de Gaza (cebtu du pays). L'ampleur de ces opérations est le signe d'une politique systématique de la Rhodésie : incapable d'imposer quoique ce soit à Genève parce que la lutte armée progresse vigoureusement à l'intérieur, le régime raciste essaie de le transformer en une guerre entre le Mozambique et lui, afin de justifier une internationalisation du conflit. Cette politique est poursuivie également contre le Botswana : la frontière a été déclarée zone opérationnelle par l'armée raciste. Le village frontalier de Moroka a été incendié.

AFRIQUE DU SUD :

**Nouvelles armes
françaises**

Les racistes sud-africains sont désormais en mesure de produire eux-mêmes les Crotales et de mettre en place un système de missiles a annoncé le commandant de l'armée de terre raciste.

Ce sont les entreprises françaises Thomson et Matra qui ont ainsi permis à l'Afrique du Sud de disposer de ces armements. On mesure là toute l'hypocrisie de Giscard quand il affirme ne

plus livrer d'armes aux racistes : c'est inutile, il leur a donné les moyens de s'équiper. Par contre il leur livre la technologie nécessaire pour le faire.

Par ailleurs, l'armée sud-africaine a annoncé son intention de mobiliser les femmes. Les racistes prennent peur et à l'image des Rhodésiens mobilisent toutes les forces disponibles.

● L'ATTITUDE FRANÇAISE A PROPOS DE MAYOTTE EST IGNOBLE AFFIRME L'OUA : L'organisation de l'Unité Africaine a condamné la décision du gouvernement français d'attribuer un statut particulier à Mayotte, île des Comores occupée par la légion, «dans le cadre de la République Française». C'est une attitude ignoble a déclaré l'OUA qui refuse de «légaliser sous quelque forme que ce soit la présence française sur le territoire comorien de Mayotte».

● RENÉGOCIATION DES ACCORDS DE COOPÉRATION AVEC LE NIGER : Le Niger a demandé la renégociation des accords signés en 1961 avec la France, au lendemain de l'indépendance. Une rencontre a lieu à Paris qui doit se terminer à la fin de la semaine et réviser tous les domaines de la coopération.

C'est le dixième pays au cours des trois dernières années à exiger cette révision.

**PALESTINE OCCUPÉE MOYEN-ORIENT
LA GREVE
S'EST POURSUIVIE JEUDI**



La grève de vingt-quatre heures contre l'occupation israélienne s'est poursuivie jeudi dans toute la Cisjordanie, notamment à Ramallah et à El Khalil (Hebron). Les troupes sionistes ont arrêté des dizaines de manifestants au cours des deux jours.

● LIBAN : COMBATS : Des combats ont eu lieu la nuit de jeudi à vendredi dans le camp de Chatilla. Ils opposaient la Saïka, étroitement liée au régime syrien, à des organisations du front du refus dont certaines sont étroitement liées au régime irakien.

IRAK : EXPLOSION A L'AÉROPORT : Une bombe a éclaté à l'aéroport de Bagdad capitale de l'Irak, faisant trois morts, dix blessés graves et de nombreux blessés légers. «Les enquêteurs sont convaincus que cette opération a été exécutée par les autorités responsables syriennes de l'aéroport de Damas» d'où l'avion arrivait, affirme le gouvernement irakien. De son côté le gouvernement syrien a démenti ces affirmations.

● ACCORDS COMMERCE ENTRE L'IRLANDE ET L'URSS : Un traité a été signé jeudi à Moscou entre l'URSS et l'Irlande. Il prévoit le développement de la coopération dans les domaines industriels et scientifiques.

INTERNATIONAL

REVUES
DES PEUPLES
EN LUTTEBULLETIN D'INFORMATION
DES DÉMOCRATES THAÏS

Les premières livraisons (en anglais, pour l'instant) du bulletin d'information des Démocrates thaïlandais sont parvenues. On peut y lire notamment les appels du parti socialiste et des principaux dirigeants étudiants qui animaient le mouvement démocratique à Bangkok. «*Nous avons décidé de rejoindre ceux qui mènent la lutte armée avec détermination jusqu'à ce que le peuple remporte une vraie victoire*», déclare le parti socialiste.

«*C'est la fin de notre combat dans les limites définies par la classe dominante réactionnaire... le pouvoir du peuple ne peut être instauré que par la force des armes*», déclarent les leaders étudiants.

Ils rejoignent ainsi la lutte armée que mène le Parti Communiste thaïlandais depuis 1965. «*Le peuple doit tirer les leçons de son combat... les forces armées populaires se lieront au peuple pour punir les réactionnaires*».

Par ailleurs les premières actions armées des nouveaux fronts ouverts après le coup d'État sont rapportées, ainsi que les courageuses actions de résistance et de mobilisation entreprises dans Bangkok.

Dans son premier numéro le bulletin avait rapporté la constitution thaï élaborée par les fascistes.

NOMBREUSES PUBLICATIONS
SUR LE SAHARA

La représentation en Europe du Front Polisario a publié le deuxième recueil d'articles de presse parus sur le Sahara pour la période du 27 février 1976 au 30 août 1976. Le premier volume avait couvert la période allant de la marche verte à la proclamation de la République. C'est un précieux instrument de connaissance pour tout ami du peuple sahraoui. Rappelons par ailleurs que l'Association des amis de la République Arabe Sahraouie a publié un dossier contenant toutes les données essentielles de la question du Sahara.

Les derniers numéros de Sahara Libre, organe du Front Polisario (en français) donne un compte rendu des opérations militaires et souligne également les objectifs de la guerre du peuple et le souci de la RASD de situer son combat dans le cadre de la lutte des pays du Tiers Monde. Le n°20 rapporte les principaux textes du 3^e Congrès (Programme et manifeste politique), «*La lutte dans le cadre du Front du Tiers-Monde est une contribution capitale pour mettre en échec les complots ourdis par l'impérialisme contre la volonté des peuples, leur émancipation réelle et pour continuer le pillage de leurs richesses nationales*», écrit le Programme. Dans l'éditorial du n°24, il écrit : «*Le peuple sahraoui n'hésitera pas à aider les deux peuples marocain et mauritanien pour se débarrasser de pareils régimes... il fera de son mieux pour créer un Maghreb des peuples*». Enfin est parue l'intervention du Front Polisario devant la quatrième commission de l'ONU.

(Tous ces textes sont disponibles à l'Association des Amis de la RASD, BP 236, 75 264 PARIS CEDEX 06)

DOSSIER LAOS

L'Association France-Laos d'amitié et de solidarité vient de publier un «dossier noir de l'information» qui dénonce les campagnes lancées contre le Laos libéré dans la presse française. «*c'est la grande presse thaïlandaise qui se charge de recueillir et de répandre un flot de récits effrayants*».

USA : Carter met son équipe en place

Carter nomme ses ministres : après Cyrus Vance aux Affaires Étrangères, c'est Zbigniew Brzezinski à la tête du Conseil National de Sécurité, l'organisme présidé par Kissinger avant qu'il soit nommé aux Affaires Étrangères et dont il démissionna à la suite des affrontements qui l'opposèrent au secrétaire d'État à la Défense, Schlesinger, l'an dernier. Brzezinski est le «théoricien» de la commission trilatérale qui a porté Carter à la présidence et dont les conceptions essentielles sont de resserrer les liens — donc la

domination — des USA avec l'Europe et le Japon, à la fois contre le Tiers Monde et pour faire face à la superpuissance soviétique.

L'autre nomination spectaculaire est celle d'un noir comme représentant des USA à l'ONU. La volonté est évidente : essayer de tromper le Tiers Monde en désignant un représentant qui ne soit pas viscéralement raciste comme le fut un Moynihan, et laisser croire que l'attitude des USA n'est pas la confrontation brutale mais qu'ils sont ouverts au dialogue. Minable démago-

HAUSSE DES PRIX
EN URSS

Les journaux soviétiques préparent l'«opinion publique» à une hausse des prix.

L'agence TASS, porte parole du Kremlin a écrit récemment «on n'autorise qu'un relèvement des prix de détail de certains nouveaux modèles améliorés (meubles et voitures) qui a un caractère provisoire. Cette augmentation doit compenser les dépenses qu'entraîne la mise en fabrication en série de ces articles». Bref, les prix vont augmenter en janvier sous prétexte d'amélioration de la qualité avec pour justification les dépenses des entreprises, ce qui signifie

en réalité que cette hausse doit rentabiliser les investissements : c'est le profit capitaliste que nous connaissons ici.

La dernière hausse officielle date de 1973, le poisson, la fourrure avaient augmenté de 50 %. Mais en réalité les prix augmentent sans cesse : les produits alimentaires bon marché disparaissent des magasins, le prix de la viande reste le même mais le gras et les os prennent une part de plus en plus grande des morceaux vendus. Les produits qui ont disparu du marché officiel sont retrouvés sur le

marché libre à des prix de 10, 20, 30 % supérieurs au prix fixé, quand ce n'est pas au marché noir à des prix encore plus élevés.

C'est le reflet de difficultés importantes de l'économie soviétique que la nouvelle bourgeoisie reporte sur les masses. Ainsi au mois de mai dernier, le Kremlin rationnait la viande en imposant un jour de poisson obligatoire. Ce que le plumeur de l'Humanité justifiait en affirmant sérieusement que cette mesure était due au souci de la bourgeoisie soviétique d'améliorer la condition des masses !

HONGRIE-URSS

Le premier secrétaire du parti hongrois s'est rendu à Moscou. C'est un nouveau voyage qui confirme l'intense pression que les Soviétiques exercent dans tous les pays de l'Est pour resserrer son étreinte sur eux. Ce qui se marque par de nombreuses visites à Moscou et de nombreuses réunions communes.

FUSÉES
SOVIÉTIQUES
DANS
LE PACIFIQUE

A partir du 20 décembre jusqu'au 30, l'URSS fera des exercices de tirs dans le Pacifique à partir de ses bases d'Extrême-Orient malgré les protestations du Japon. Ces exercices constituent un étalage de force dans cette partie du monde : aucune justification pratique n'explique qu'elles ne puissent être expérimentées dans d'autres régions, en URSS même par exemple.

A LA SUITE DE LA VISITE DU PREMIER MINISTRE ROUMAIN A PARIS

IMPORTANT CONTRAT
DE CITROËN
AVEC LA ROUMANIE

La visite du premier ministre roumain a débouché sur la signature d'un contrat entre Citroën et la Roumanie d'un montant total de cinq milliards de francs. Une usine capable de produire 130 000 voitures, dont le modèle conçu par Citroën sera exclusivement fabriqué en Roumanie doit être construite. Citroën contrôle 36 % des actions de la

société mixte créée pour cette réalisation. Les voitures seront pour moitié vendues dans les pays de l'Est par la Roumanie et pour moitié vendues dans les pays européens. Une partie des pièces seront produites par les usines française d'accessoires automobiles.

DES CRÉATIONS
D'EMPLOI ?
NON !

Les gros titres affirment vaillamment : Citroën crée 4 700 emplois en France. Rien du tout ! L'essentiel du travail de montage se fera en Roumanie, Citroën n'embauchera que 1 200 techniciens et ingénieurs. Cela ne réduit en rien le rythme des licenciements et du chômage partiel en France.

Pour les autres emplois créés, la contre-vérité est encore plus flagrante : cela donnera du travail aux entreprises de pièces et accessoires automobiles (qui produiront les pièces à monter en Roumanie) et aux entreprises de machines-outils. Cela ne crée rien du

tout et ne ralentira guère les plans de licenciements dans ces branches où les «carnets de commande sont au plus bas».

UN MINI CONTRAT
DU SIÈCLE ?

Si les qualificatifs manquent pour qualifier ce marché, c'est bien que les points faibles de l'impérialisme français sont là : les carnets de commande sont vides. Chaque contrat est accueilli avec des cris d'émerveillement, tant ils sont vitaux pour la stratégie de redéploiement et tant l'impérialisme français a de mal à en signer quelques uns.

Sur tous les marchés où il

lui faut s'imposer, il se heurte à une concurrence énorme des États Unis, de l'Allemagne et du Japon qui le supplangent largement. Cela est vrai pour le Moyen-Orient, mais cela est vrai pour l'Europe de l'Est également. Dans la conquête des marchés nouveaux, notamment dans les usines clefs en main, la part relative de l'impérialisme français diminue sensiblement : le total des excédents commerciaux réalisés par l'impérialisme français sur l'ensemble de ses marchés équivaut à peine aux excédents commerciaux réalisés par l'Allemagne dans les seuls pays de l'Est. L'ensemble des marchés réalisés par la France au Moyen-Orient, depuis 1973, représentent les deux tiers des marchés conquis par l'Allemagne dans les seuls domaines des machines et des biens d'équipement. On comprend que tout marché un peu consistant apparaisse comme une manne à Giscard. Même si

par ailleurs, il risque de créer quelques difficultés aux trusts français. Comment se fait-il que Citroën choisisse, par le biais de ce marché, de réaliser et de commercialiser en Europe le modèle que Peugeot avait précisément empêché de réaliser lors de la fusion ?

UNE OPÉRATION
POLITIQUE

Cependant, ce marché pour intéressant qu'il soit pour l'impérialisme français se réalise dans des conditions imposées par la politique du Marché Commun à l'égard du COMECON. La Roumanie est membre de ce traité. Dans les dernières semaines, le COMECON a proposé au Marché Commun d'ouvrir des négociations. La CEE a rejeté ces propositions : elle n'accepte de discuter qu'avec chacun des pays, pas avec le COMECON. La raison en est simple : discuter avec le COMECON, c'est discuter sous le contrôle étroit de l'URSS, discuter avec chaque pays séparément, c'est multiplier les relations bilatérales, afin de créer les conditions de contrebalancer voire de dissoudre les liens de chaque pays avec le COMECON.

Il n'en reste pas moins que les cris de triomphe des bourgeois devant ce marché révèlent cette avidité de marchés, née de la faiblesse de plus en plus marquée de la France sur le marché international.

G. CARRAT

● CONTRATS ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA POLOGNE : Un contrat de 70 millions a été signé à Londres entre la Pologne et l'Angleterre pour la construction d'un aéroport et de deux hôtels internationaux. La politique de la CEE de discuter pays par pays est accélérée ces dernières semaines.

en grande partie du nucléaire d'une part, et d'autre part de la confrontation avec les pays de l'OPEP.

Une fois ce différend tranché, une idée de la physique de l'équipe de Carter sera donnée, resteront à définir les choix précis de Carter en politique internationale. Lors du voyage d'Andréotti, le premier ministre italien, il a refusé de le rencontrer : il ne voulait pas encore définir l'attitude qu'il adopterait sur la question du PCI et l'éventualité de son accession au gouvernement.

Un des postes les plus importants reste à pourvoir : celui de ministre de la Défense. Schlesinger, qui fut autrefois démissionné par Ford parce qu'il était partisan d'une plus grande fermeté à l'égard de l'URSS, est candidat à ce poste. Il semblerait cependant qu'il soit désigné comme responsable de la politique énergétique des USA. C'est-à-dire

CONDITIONS DE TRAVAIL

ILS SONT DES MILLIERS D'OUVRIERS SOURDS A CAUSE DU TRAVAIL

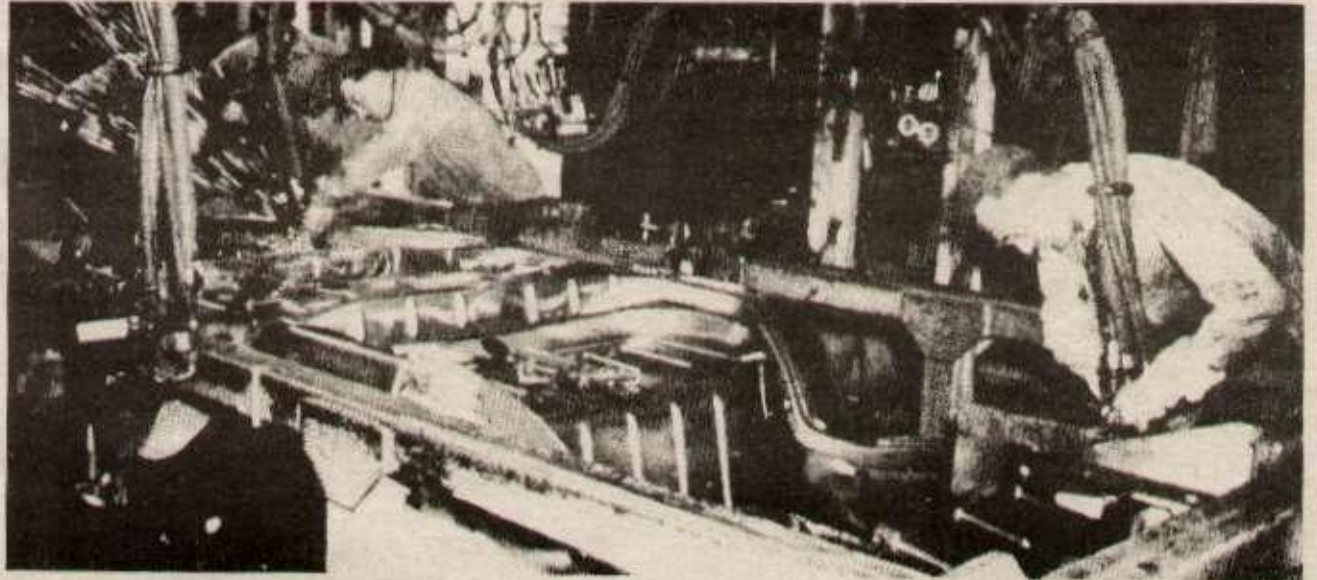
Suite

Par René Duval

Les patrons ont tendance à présenter le bruit comme quelque chose de fatal. On ne peut rien y faire : les machines sont bruyantes. La seule solution pour eux, ce sont les protecteurs individuels.

Ces protecteurs individuels, ce sont soit des bouchons d'oreille soit des casques.

Leur efficacité est très variable. A basse fréquence, le gain n'est que de quelques décibels, à plus haute fréquence, il peut atteindre plusieurs dizaines de décibels. Cela varie avec les modèles. Selon les essais menés à l'INRS, certains protecteurs amplifiaient le bruit à certaines fréquences !



C'est possible de lutter contre le bruit

Cela tient au fait que ces matériels de protection sont conçus sans étude sérieuse et vendus par de petites boîtes plus soucieuses de faire du profit à bon compte que de se préoccuper de la santé des travailleurs.

Ces matériels sont conçus en dehors de tout contrôle des travailleurs ce qui explique par exemple qu'ils soient souvent pénibles à porter.

D'autre part, ils empêchent toute communication avec les camarades de travail.

La vraie façon de lutter contre le bruit, c'est de le réduire à l'émission. Différentes techniques existent. La plus fréquente est d'encoffrer, lorsque c'est possible, l'appareil bruyant. Mais ce n'est pas toujours possible.

La vraie solution est ailleurs. Car c'est au niveau de la conception des machines et des usines qu'il faut agir pour lutter radicalement contre le bruit.

Mais dans le système capitaliste, la surface de terrain coûte cher. Le capitaliste aura tendance à concentrer le plus de machines sur le moins de place possible. C'est la cause première du bruit : l'entassement des machines. Dans l'atelier, les bruits se superposent.

L'usine doit être vaste, les machines séparées les unes des autres, si nécessaire à l'aide de cloisons antibruit. Les matériaux utilisés pour les murs et la toiture doivent le plus possible absorber les bruits et non les réverbérer, comme c'est le cas le plus souvent actuellement.

La seconde cause des bruits se situe dans la conception des machines. Si la santé des travailleurs était vraiment prise en compte, il faudrait concevoir des machines avec des principes de fonctionnement, des matériaux limitant au maximum les bruits. C'est possible par exemple, de remplacer les engrenages par les courroies à transmissions de mettre un matériau amortisseur entre deux pièces métalliques qui se heurtent, d'augmenter la rigidité et la masse de certains éléments pour atténuer les vibrations de surface....

Troisième cause de bruit, la nature des processus de fabrication. Pourquoi riveter alors que le soudage peut donner des résultats voisins mais avec un bruit très nettement inférieur, même s'il

crée d'autres nuisances (gaz, poussières, rayonnement) qu'il est cependant plus facile de combattre.

Il y a toute une recherche à faire pour améliorer dans ce domaine comme d'autres, les conditions de travail des ouvriers. Seul le socialisme pourra la développer, en associant ouvriers et techniciens travaillant au service de la classe ouvrière et sous sa direction pour étudier quels sont les besoins, comment concevoir les machines, les usines, comment développer d'autres façons de produire, sans nuire à la santé des travailleurs.

C'est toute l'organisation du travail qu'il faudra repenser quand la classe ouvrière exercera son pouvoir.

Les travaux responsables de surdité

- en métallurgie, tôlerie, chaudronnerie, clouterie, industrie navale, emboutissage, estampage, martelage, rivetage des métaux par percussion, ébarbage, laminage, polissage ;
- emploi de certaines raboteuses et de certaines scies ;
- tissage sur métiers à navette battante et certains autres métiers à tisser, retordeuses, machines à filer ;
- mise au point des propulseurs, des réacteurs et des moteurs à pistons ;
- emploi de concasseurs, broyeurs à meules, moulin à tambour, cribles à secousses ;
- emploi de scies portatives à moteur à essence, abattage des arbres et tronçonnage ;
- sciage des pierres ;
- turbines à gaz, compresseurs et souffleries ;
- moteurs Diesel ;
- travaux publics, marteaux-piqueurs, engins de chantier ;
- trafic aérien ;

Une législation scandaleuse

Ce n'est que depuis 1963 que les affections professionnelles provoquées par le bruit sont reconnues en maladie professionnelle.

On retrouve pour le bruit les mêmes méthodes scandaleuses qu'en ce qui concerne les autres nuisances pour priver les travailleurs d'une juste réparation des atteintes à leur santé que leur travail a pu engendrer.

1) La liste des travaux susceptibles de provoquer la maladie est limitative. Le travail avec un marteau-piqueur n'est reconnu que s'il est fait en galerie souterraine, et pourtant un marteau-piqueur fait un bruit de 110 à 115 décibels, très au-dessus de ce qui peut

être considéré comme normal. Même situation pour les conducteurs d'engins de chantier. Leur travail n'est pas reconnu comme pouvant engendrer la surdité professionnelle, etc., etc.

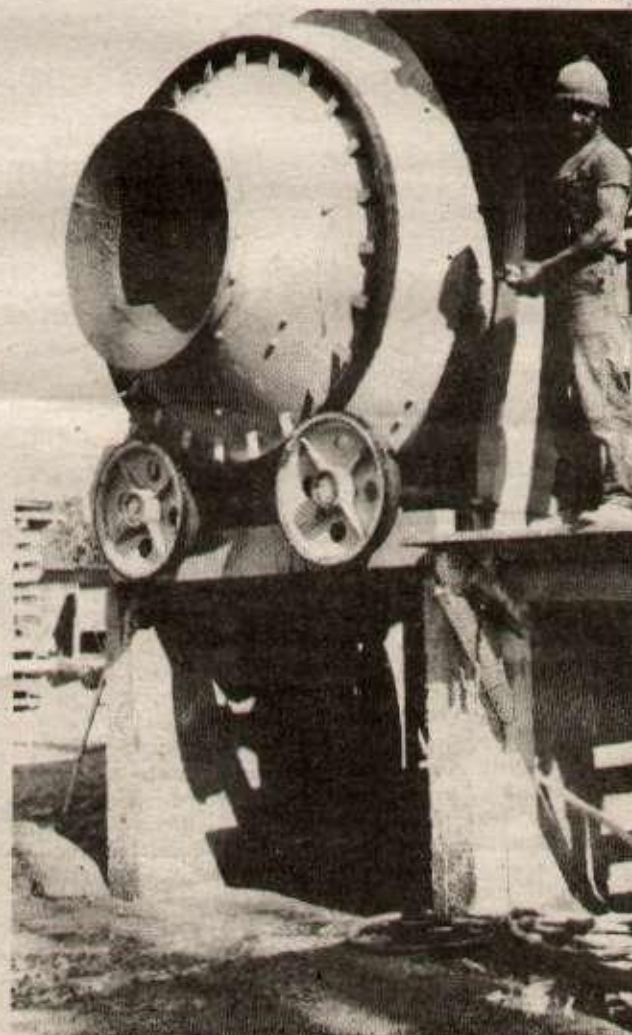
2) Le délai de prise en charge est de trois mois. Trois mois maximum donc, entre le moment où l'ouvrier arrête d'être exposé et le moment où il sera pris en charge. Or tous les médecins savent bien que la surdité professionnelle n'est pas une maladie qui évolue, ni dans un sens, ni dans un autre. Quand on quitte un travail bruyant, trois mois après ou cinq ans après, on aura le même déficit auditif ! Et pourtant, la législation exclut de la réparation les travailleurs qui auront trop attendu pour demander à être indemnisés. C'est facile, pour un patron, de déplacer un travailleur pendant plus de trois mois, de façon à éviter une déclaration de maladie professionnelle.

3) La durée d'exposition qui doit être au moins de deux ans, de trente jours pour les travaux de mise au point de propulseurs, réacteurs et moteurs à piston. Ce qui revient à reconnaître très officiellement qu'on peut, pour la vie, devenir sourd en un mois, dans ce genre de travail !

Or, une durée d'exposition d'un an suffit à créer un déficit auditif si les bruits auxquels on a été soumis étaient assez intenses.

4) La surdité doit être déjà importante (déficit de 35 décibels minimum sur trois fréquences).

Avec un tel système, seuls cent trente-trois travailleurs ont été indemnisés en 1974, sur les dizaines de milliers qui sont réellement atteints de surdité professionnelle.



Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'«Antidühring» d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10 rue Boyer
- «Entrepôt», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien .. 500 F
- Abonnement de soutien F

Mode de versement :

- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

DANS NOTRE COURRIER

UN CAMARADE EST MORT

«Tous les hommes doivent mourir un jour, mais toutes les morts n'ont pas la même signification». (Mao Tsé-toung).

Notre camarade ouvrier de Paris, Alain Glasz vient de mourir après deux ans de maladie. Son dévouement à la cause du prolétariat doit être connu et doit servir d'exemple.

Militant révolutionnaire marxiste-léniniste, il a combattu la bourgeoisie, par son activité dans la CGT, dans les comités Indochine-Palestine et il a contribué à faire connaître les pays qui sont engagés dans la lutte pour la construction du socialisme et son renforcement. Partout il se mettait au service de la classe ouvrière, des peuples en lutte pour vaincre cette société pourrie.

Ce qui est en cause, dans sa mort, c'est encore la

politique de profit de la bourgeoisie, au mépris de la vie des travailleurs, ce sont les cadences, les conditions de vie et de travail déplorables, la fatigue et la pollution. Alain luttait contre tout cela. Comme nous, il aspirait au socialisme, à une société où les travailleurs ne soient plus sacrifiés, une société où la médecine, la science soient au service du peuple, et non comme aujourd'hui en France, au service de la bourgeoisie pour qui les profits sont grands alors que les conséquences sont lourdes pour les travailleurs.

Notre camarade Alain n'est plus à nos côtés pour mener cette lutte mais nous devons, forts de son souvenir, comme de celui de tous nos camarades disparus, renforcer notre détermination, notre combat afin que s'ouvrent à tous les travailleurs, à sa compagne et à son petit garçon dont nous partageons la douleur, l'avenir radieux d'une société nouvelle pour laquelle il s'est battu.

A propos des articles sur les conditions de travail

Ça fait plusieurs fois que je voulais vous écrire, en effet en tant qu'étudiant en médecine, travaillant dans le comité d'action des étudiants en médecine de Caen, j'ai souvent trouvé bien intéressant vos articles sur la santé, principalement sur les conditions de travail.

Dans les derniers numéros en particulier le n°310 du 22 novembre, vous avez fait des articles sur les vibrations très intéressants. Vous faites référence à des enquêtes suisses au sujet des agriculteurs, à une enquête auprès

des chauffeurs de taxi, de poids lourds, etc. Dans nos débats, il pourrait être intéressant de ressortir ces enquêtes, pourriez-vous nous fournir des indications pratiques où l'on peut se procurer ces enquêtes sur les conditions de travail néfastes pour la santé des travailleurs et plus généralement sur les conditions de vie néfastes.

D'avance, nous vous remercions.

P.L., pour le
Comité d'action
des étudiants en médecine
de Caen

Communiqués

FACULTÉ DE NANTERRE

Meeting de soutien à la Résistance palestinienne

SAMEDI 18 DÉCEMBRE

14 H A 19 H

organisé par la GUPS (Union Générale des Étudiants Palestiniens) et le MTA, soutenus par l'OCT et le PCRml

- A bas le complot impérialiste au Liban !
- Vive la Résistance Palestinienne et son unique représentant l'OLP !
- Vive l'unité des masses arabes !

Films - Théâtre - Sketchs - Expositions-photos

LYON

A l'occasion du 32^e Anniversaire de la Libération de l'Albanie, le Comité de Lyon de l'Association des Amitiés Franco-Albanaïses présentera le film :

«LE COMMISSAIRE DE LA LUMIÈRE»

De Anagnosti et Gjika - en V.O. sous-titrée

Cinéma Le Familia - 262, rue Duguesclin - 69003 LYON

Samedi 18 décembre 18 h 00

Dimanche 19 décembre 20 h 00

Un débat sera animé par des amis de retour d'Albanie.
Entrée libre - participation aux frais

«Seul le socialisme permettra de mettre à contribution les capacités de tous»

Un fait que je tiens à signaler et qui a peut-être de l'importance pour le «Quotidien du Peuple». Le vendredi 10 décembre, sur RTL, dans le cadre d'une émission quotidienne d'Anne-Marie Peysson, était traité le problème des handicapés et de leur réinsertion dans la vie. Je me disais que cela pouvait être intéressant d'écouter le témoignage de ceux-ci. (...)

Un jeune de 17 ans, pratiquement non voyant depuis sa naissance, fait des études réussies dans le domaine de l'horticulture, il cherche alors un travail comme tout un chacun, mais les services sociaux qui lui allouent une pension dérisoire pour vivre, lui précisent que s'il trouve un travail, cette pension sera supprimée d'après une mesure qui entre en vigueur depuis peu. (...)

En dehors de cette mesure ignoble de la loi, (...) la speakerine s'est répandue, auprès du garçon, en bonnes paroles d'encouragement. (...) De plus, comme c'était le dernier appel téléphonique, elle concluait l'émission en nous donnant l'adresse de l'UNICEF à Paris, et en nous incitant à la «générosité» (son propre mot !) vis-à-vis des pauvres défavorisés par le sort !...

Je vous laisse juge de ce procédé scandaleux de la radio pour manoeuvrer le cœur et le portefeuille des travailleurs, qui, eux, ne demandent pas mieux que d'accepter les handicapés en camarades de travail.

C'est l'État capitaliste qui est responsable de l'état des mendiants et des handicapés, en les empêchant de travailler, en voulant en fait les cacher.

- A bas le ghetto des handicapés !
- Handicapés, même combat que tous les travailleurs !
- A bas le système pourri actuel qui favorise la discrimination et organise le chômage exprès pour tous les travailleurs quels qu'ils soient.

Seul, le socialisme permettra de mettre à contribution les capacités de tous, pour le bonheur de tous.

J'espère que ce menu fait sera signalé pour contribuer à la lutte, qui, je le sais, se mène activement dans le monde des handicapés.

- Ci-joint 10 F pour le quotidien.

Salutations communistes d'une femme au foyer.

G.G.

71000 Charnay-les-Mâcon



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

feuilleton

325 000
FRANCSde
Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

72^e épisode

« Dimanche, dit-il, à quatre heures de l'après-midi, je prendrai mon dernier poste... »

Il leva la grille, détacha les carrosses...

« ... le soir je te ferai danser. Marie-Jeanne ne sera pas jalouse. »

Il trancha le cordon.

« Je paierai une bouteille de mousseux.

— On verra ça, dit Hélène... Qu'est-ce que tu veux manger?

— Des fruits, dit-il, du chocolat... Comme les coureurs. »

Il leva la grille.

« On en est au sprint », dit-il.

Morel, le père, passa par l'atelier dans la matinée du samedi.

Il regarda le calendrier épinglé sur la cloison, face à Busard.

En face du dimanche 18, le garçon avait écrit :

LA QUILLE!

et au-dessous :

187 jours

4 488 heures

201 960 pièces

et encore au-dessous, en gros caractères cerclés de rouge :

325 000 francs.

Morel réfléchit un moment.

« Tu as gagné bien plus que ça, » dit-il.

Il avait l'habitude du calcul mental.

« 418 500 francs, dit-il.

— J'ai déduit la pension que je donne à mes parents », dit Busard.

Il leva la grille, détacha les carrosses jumelés. Morel calculait mentalement.

« Tu leur donnes 500 francs par jour, dit-il. Ce sont tes frais généraux.

— Il faut nourrir la machine, dit Busard.

— Tu sais faire un bilan, tu te débrouilleras...

325 000 francs de bénéfice net, en six mois et quelques jours, c'est joli. Je n'ai pas toujours gagné autant. Même maintenant, il arrive que Plastoform tourne à perte. »

Busard baissa la grille, trancha la carotte.

« Il paraît que tu prends une gérance?

— Oui, dit Busard, un snack-bar, à côté d'un poste à essence, sur la Nationale 7...

— Excellente idée, le snack-bar, c'est l'avenir. Moi, maintenant, quand je vais à Paris avec la Chevrolet, je ne déjeune plus qu'au snack-bar. Je fais l'essence en même temps. Pas de perte de temps, pas de coup de fusil... 325 000 francs de caution?

— C'est 700 000, dit Busard. Ma fiancée et moi nous avons de petites économies.

— J'espère que tu ne t'es pas fait rouler... »

Morel réfléchit un moment.

« Il te manquait 325 000 francs et tu les as faits avec la presse... c'est bien cela?

— Oui, dit Busard.

— Tu vois que tout le monde peut devenir capitaliste. »

Busard détacha le carrosse du moule. Morel posa rapidement sa grosse main sur la grille et empêcha le garçon de la baisser.

Il compta sept secondes :

« Un... deux... trois... »

Le moule ne se referma pas.

(à suivre)

BLOC-NOTES

"Le peuple prend la parole"

Si vous êtes décidé à participer à l'expérience dont nous vous avons parlé le 1^{er} décembre (envoi de quatre séries de documents, de décembre à mars, coût de l'opération 10 F), écrivez-nous rapidement car nous voudrions pouvoir grouper nos envois et profiter des vacances pour faire ces expéditions. Des camarades nous ont envoyé des textes, proposé leur participation à un travail collectif, signalé des écrivains traitant de la vie des travailleurs. Nous allons vous répondre, nous tenons compte de vos critiques, de vos suggestions. Et nous attendons avec impatience d'autres propositions, d'autres textes.

Rappelons que nous pouvons vous envoyer les

titres suivants : Flora Tristan : réalisations-œuvres (10 F plus 3 F envoi).

Norbert Truquin : mémoires et aventures d'un prolétaire (10 F plus 3 F)

Existe-t-il une littérature prolétarienne ? (2 F)

Documents sur la Commune de Paris (5 F)

Le travail manuel, réalité et fiction littéraire (5 F)

Notre adresse B.P.52
75521 PARIS Cedex 11
CCP PARIS 1786251 H

Voici un extrait des documents que nous vous proposons. C'est une page de «Travaux», écrit en 1945 par l'ouvrier Georges Navel.

Il y a une angoisse ouvrière
propre à la recherche du travail

« Il y a une angoisse ouvrière propre à la recherche du travail, la même que celle des chemineaux à la recherche d'un abri quand le soir tombe, ou des paysans quand la sécheresse, un printemps, se prolonge. Même avec ses papiers en règle, aucun ouvrier n'y coupe. Le cœur se dégonfle avec le porte-monnaie qui se vide. Ouvrier ou paysan, l'homme n'est guère différent devant l'angoisse de la nourriture. L'argent, c'est de la force, mais qui donc chez nous peut faire des économies ? Que ceux qui ne me croient pas essaient de vivre quelques années notre condition.

L'immense banlieue parisienne, dans des quartiers où l'on met le pied pour la première fois, est déprimante. On sort un plan pour s'y diriger, les rives de la Seine bordées d'usines crachent du cirage. L'air sent mauvais, empuanti par les hau-

tes cheminées. On se sent le cœur misérable dans la laideur industrielle.

Angoisse du besoin. L'ouvrier qui va vers l'embauche — courses souvent vaines — réalise que rien ne lui appartient. Il n'a que ses vêtements. Le toit, la nourriture, tout peut se dérober. Il

s'étonne même de tenir à la vie, quand il faut pour la maintenir racler un portail et des murs d'usine. Il sent toute sa faiblesse et la précarité de sa condition ordinaire. C'est pesant, et c'est presque une révélation. De temps en temps, d'un sourire forcé, d'un tic de la paupière, il chasse le cafard

qui le gagne comme on chasse les mouches.

Un paysan, même dans une année mauvaise, peut se sentir fort devant son champ. Son champ, sa maison lui appartiennent. S'il est fermier, il a un bail, des moyens de produire lui restent assurés. L'argent peut lui manquer, mais non ce qu'il faut pour vivre.

L'ouvrier, lui, est dans le drame dès qu'il cherche de l'ouvrage. Il est vite au bout de ses économies si la recherche se prolonge un peu.

Il ne redevient fort qu'en travaillant, rassuré que quand il a repris contact avec les hommes qui vivent comme lui en louant leurs bras, quand de nouveau, après la solitude, il est admis à gagner sa vie en retrouvant des camarades, devenu libre dans la prison dont il longeait les murs. »



SAMEDI 18 DÉCEMBRE

TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un : Sylvie Joly
21 h 30 - Mac Coy
23 h 00 - Journal

A 2

18 h 00 - La course autour du monde
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Un chef-d'œuvre du Louvre
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les beaux messieurs de Bois-Doré. Film TV d'après le roman de George Sand.
22 h 00 - Collages
22 h 45 - Des parts de lumière : Jeanne Liberman
23 h 15 - Journal

FR 3

19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Un homme, un événement
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Outre-mer : Les Marquises
20 h 30 - Boris Godounov. Opéra de Moussorgski
23 h 15 - Journal

DIMANCHE 19 DÉCEMBRE

TF 1

17 h 10 - Festival Gary Cooper : Marco Polo. Film américain de Archie Mayo (1938)
18 h 50 - Les animaux du monde
19 h 20 - Festival Tom et Jerry
19 h 45 - Journal
20 h 30 - Sale temps pour les mouches. Film français de Guy Lefranc (1966)
22 h 00 - Variations dans l'espace de Calder
22 h 35 - Journal

A 2

18 h 05 - Rush
19 h 00 - Stade 2
19 h 45 - Dessin animé
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le château des Carpathes. Film TV d'après Jules Verne
22 h 30 - Récital
23 h 30 - Journal

FR 3

19 h 55 - Spécial sports
20 h 05 - La flèche noire
20 h 30 - Festival de la Nouvelle-Orléans
21 h 00 - L'homme en question : Edgar Faure
22 h 00 - Le court métrage français. Une histoire d'eau, film de François Truffaut et Jean-Luc Godard
22 h 20 - Journal
22 h 30 - L'âge d'or hollywoodien : Juarez. Film américain de William Dieterle (1939)

ESPAGNE 76 : BOULEVERSEMENTS ET RÉFORME

reportage de Frédéric FERRER

Avec les «asociaciones de Vecinos» de Madrid

PAIN ET LIBERTÉ

— QDP : Comment est né le «movimiento ciudadano» à Madrid ?

— José : Le mouvement est d'abord parti de quartiers périphériques comme Carabanchel, Vallecas, où des familles émigrées de provinces sous-développées du Sud de l'Espagne s'étaient construit leurs cabanes formant des sortes de bidonvilles, chez nous on appelle cela «Chabolos». Il y a une quinzaine d'années, des luttes ont commencé à se développer contre la destruction des maisons, qui a évidemment entraîné le développement de la spéculation foncière et aussi pour obtenir des municipalités, des équipements collectifs minimum car il n'y avait aucune urbanisation, ni lumières dans les quartiers, ni feux rouges, ni écoles, rien...

Manifestation des «associations de voisins»



Les associations de voisins sont nées de ces luttes il y a douze ans puis, il y a deux ans, d'autres associations sont apparues dans d'autres zones surtout à partir de personnes conscientes de tout ce qu'il y avait à faire dans tous les domaines.

DES FORMES LÉGALES

— QDP : Sur quelles bases légales ces associations ont-elles pu se construire, sous le fascisme ?

— José : Au départ, ces associations sont le produit d'une loi franquiste*. Le pouvoir pensait ainsi contrôler des quartiers en y plaçant ses hommes de confiance, mais comme elles ne répondaient en rien aux intérêts des masses, la plupart d'entre elles sont mortes et n'étaient plus que des structures formelles. Une loi de 1964 à la première époque de Fraga, leur a donné une certaine autonomie vis-à-vis de l'Etat pour tenter de les revitaliser, en vain. Mais certains militants se sont

Le «Movimiento ciudadano»*, c'est ce vaste mouvement de masse qui mobilise en Espagne des milliers de membres d'associations de voisins, maîtres de maison, jeunes, employés, ouvriers à partir des quartiers.

Et les problèmes sont nombreux dans les villes espagnoles, sont aggravés par la spéculation foncière, la corruption à tous les niveaux qui ont eu absolument libre cours pendant quarante années de franquisme.

Deux voies sont tracées, à ce mouvement. La première consiste à rechercher à ces problèmes des «solutions» à négocier des accommodements dans le

rendus compte qu'ils pouvaient en tirer parti pour leur donner un autre sens et ils ont pris le contrôle de quelques unes d'entre elles. Dans d'autres endroits, ils en ont créé de nouvelles, surtout à partir de 1974. Au départ, le gouvernement les a autorisées parce qu'il pensait les contrôler mais, il a rapidement fait marche arrière quand il s'est rendu compte qu'il n'y arriverait

lutte pose rapidement des problèmes beaucoup plus larges. Par exemple, à Vallecas, nous avons demandé l'autorisation de réunir une assemblée sur le problème de la qualité de la construction, au dernier moment, les autorités la suspendent, mais comme nous n'avons pas le temps de prévenir nous laissons les gens venir et les avertissons de l'interdiction. Et la police trouve le

cadre capitaliste et à se transformer en appareil de «rationalisation des conflits». La seconde consiste à s'en tenir fermement aux revendications des travailleurs et à leur tracer une perspective autonome qui ne peut pas ne pas poser la question du pouvoir même de la classe dominante.

Nous donnons la parole à deux camarades révolutionnaires membres de l'ORT, très représentatifs du mouvement madrilène. Dans leurs explications, résonne l'écho des mobilisations populaires qui depuis janvier ont secoué le vieil appareil d'Etat fasciste. Elles donnent une bonne image du mouvement de masses actuel et de ses problèmes.

— QDP : Pourrais-tu m'expliquer quelles sont les principales luttes qui ont été menées par les associations madrilènes, ces derniers mois ?

— Isabel : Par exemple, il y a deux ans, nous nous sommes rendus compte que l'on nous volait sur le poids et la qualité du pain*. Nous avons donc lancé une campagne de contrôle, les gens faisaient peser systématiquement leur pain dans les boulangeries, cette campagne a eu un immense succès populaire et a rapidement débouché sur la dénonciation de la cherté du coût de la vie. En février 1975, nous avons organisé un boycott des marchés qui a été pratiquement total à Madrid. A la suite de cela, les trois associations de voisins et les vingt associations de maîtres de maison qui avaient été appelées au boycott, ont été suspendues pour trois mois.

C'est à la suite de cette action qu'a commencé à être constituée la fédération.

D'ARANJUEZ À LA RUE «PRECIADOS»

Jusqu'à peu après la mort de Franco, il y a eu une relative tolérance et plusieurs associations ont été légalisées puis, avec Fraga, cela a été un coup d'arrêt brutal. Alors, nous avons lancé une grande campagne pour notre légalisation, en l'unissant avec tous les thèmes de mobilisation, cela a culminé avec l'excursion à Aranjuez. Nous avons décidé de faire là une concentration de toutes les associations de voisins pour démontrer la force du «movimiento ciudadano» et en

appui à l'association d'Aranjuez qui a là-bas une audience extrêmement large et qui était très réprimée.

Cela a été le plus grand massacre que j'ai jamais vu, les gardes civils ont chargé sans respecter personnes, ni enfants, ni vieillards, ils ont frappé toute la journée, et ont reconnu par la suite, que onze crosses de fusil avaient été cassées sur le dos des manifestants.

On a dénombré soixante blessés.

Cela a été un coup très fort contre Fraga. Mais les victimes étaient assez peu nombreuses et nous avons choisi de démontrer notre force réelle dans les quartiers. nous avons alors organisé la «semana ciudadana» du 14 au 20 juin 1976. Deux cents manifestations de toutes sortes avaient été prévues mais 80 % furent interdites. Malgré cela la semaine a eu un grand succès notamment avec une énorme manifestation dans «Moratalaz».

A la suite de cela, nous avons demandé l'autorisation d'organiser une manifestation dans le centre de Madrid. Comme c'était à l'époque où le gouvernement venait de faire passer la nouvelle loi sur les réunions et manifestations, il l'a autorisé mais, dans un endroit très dangereux, une petite rue de Madrid, avec des vitrines partout, la «Calle Preciados». Malgré cela, la manifestation a réuni 50 000 voisins d'une façon totalement pacifique. A la dissolution de la manifestation, la police a pourtant brutalisé sévèrement les gens, y compris des handicapés qui manifestaient avec nous.

— QDP : Dans toutes ces mobilisations, quelle attitude a eu le PCE ?

— Isabel : Depuis décembre 1975, le PC n'a développé aucune mobilisation, bien sûr les gens de la base du PC ont participé aux luttes mais, d'une façon générale, les dirigeants dans le mouvement ont eu une attitude passive, n'apparaissant même pas dans de nombreuses réunions de direction. Par exemple, ils s'étaient opposés à la manifestation de la «Calle Preciados», prétendant que les conditions n'étaient pas réunies, pourtant à l'heure de parler, ils ont exigé leur tour de parole en menaçant. Depuis, nous avons des problèmes avec eux parce qu'ils veulent maintenir à tout prix leurs positions dans la Fédération. Ils ont été jusqu'à nier la représentativité de certaines assemblées parce qu'elles ne réunissaient pas uniquement les associations «légalées» !

— José : Nos difficultés sont aggravées du fait de l'attitude du gouvernement, qui, évidemment s'oppose à ce qu'il soit procédé à l'élection de nombreux dirigeants : il a fait fermer deux associations après la tenue d'une assemblée illégale sur ce thème.

— QDP : Je voudrais que vous m'expliquiez quelles divergences de fond cette bataille recouvre par rapport aux objectifs de l'association.

— José : Oui, nous avons quant à nous une interprétation déterminée de la problématique urbaine, nous ne méprisons pas les possibilités légales, mais nous tenons à en montrer les limites.

Par exemple, le problème des municipalités est posé, le PC dit : «Municipalités démocratiques» ! Très bien, pour nous cela serait sûrement un progrès et nous sommes d'accord, mais il y a là un grand risque, celui de la liquidation des associations.

Bien sûr, on peut être amené à négocier avec l'administration mais, si les associations acceptaient d'être un pont institutionnel entre les habitants et l'administration, elles perdraient vite leur raison d'être. La situation politique exige le plus souvent de négocier avec le pouvoir mais, il faut maintenir un équilibre entre cette négociation et la mobilisation.

Il faut arriver à ce que le peuple contrôle la municipalité démocratique et non l'inverse. Les associations de voisins ne sont pas faites seulement pour lutter pour des feux rouges, ce n'est qu'un commencement.

(1). promulguée dans l'immédiate après-guerre.

(2). dans les grandes villes espagnoles, on consomme presque exclusivement du pain de fabrication industrielle.

DU FEU ROUGE AUX LIBERTÉS

Les raisons de ce blocage sont clairement politiques. Nous avons mené de nombreuses luttes à partir de problèmes concrets des quartiers comme celui des feux rouges qui manquent, absolument nécessaires pour la sécurité. Mais ce type de

La banlieue de Madrid...

